

répondre à ces besoins, il faut que les régions  
ont une certaine autonomie financière et que  
les pouvoirs publics leur fournissent les  
moyens nécessaires à cet effet. Mais, pour  
cela, il faut que les régions aient une  
certaine capacité d'initiative et de  
gestion. C'est pourquoi il est nécessaire  
de leur confier une certaine responsabilité  
dans le domaine de l'économie régionale.  
Cela implique également que les régions  
soient dotées d'un certain nombre de  
fonctions de planification et de gestion.

Il est donc évident que les régions  
doivent être dotées d'une certaine  
autonomie financière et d'une certaine  
capacité d'initiative et de gestion. Cela  
implique également que les régions  
soient dotées d'un certain nombre de  
fonctions de planification et de gestion.  
Cela implique également que les régions  
soient dotées d'un certain nombre de  
fonctions de planification et de gestion.

Il est donc évident que les régions  
doivent être dotées d'une certaine  
autonomie financière et d'une certaine  
capacité d'initiative et de gestion. Cela  
implique également que les régions  
soient dotées d'un certain nombre de  
fonctions de planification et de gestion.

## Chapitre 11

### Le putsch

À la fin de février, j'avais convoqué au Hilton-Dorval les cinq administrateurs à une réunion préparatoire de l'assemblée générale annuelle de LMB; en fait, nous avons normalement douze conseils d'administration que nous tenions simultanément pour les treize firmes rattachées au Groupe LMB. Il y avait là Benoît Auclair, Jean Roquet, Florent Baril, tous trois de Montréal, et les régionaux Guy Simard, président du Conseil, et moi.

Dire que l'atmosphère était tendue est un euphémisme. Le grenouillage avait fait son œuvre. Le silence de la suspicion régnait. On venait pour écouter, pas pour discuter et dénouer une situation. On ne cherchait pas de solutions. Les actionnaires et administrateurs attendaient leur heure. Les rares paroles à être échangées étaient brèves et formelles. Jean Roquet, entre autres, me dira : « Vous êtes chanceux que je vous donne du temps. Ma fille se marie en fin de semaine... » Un peu plus tard, il lancera : « Pierre, c'est fini! Ça va être toi ou moi... »

Le langage de la raison n'avait aucune prise sur des gens qui avaient décidé de croire Julien et de sauter sur l'occasion de se débarrasser d'un président exécutif dont ils enviaient les réussites et qui n'avait pas l'insigne honneur de porter le titre d'ingénieur. Je le lisais dans leurs regards : ils m'avaient accusé sans vouloir m'entendre, ils m'avaient jugé avec promptitude, ils m'avaient condamné avec soulagement et ils se préparaient à m'exécuter avec délectation.

Pourtant, c'était bien nous, Guy Simard et moi et non Julien Duchesne, qui les avaient conduits par la main à l'aisance financière, au statut enviable d'actionnaires d'une

firme majeure d'ingénierie... Ils n'ont eu d'audience que pour l'incendiaire de la firme, et non pour les édificateurs. Ils n'ont pas réalisé à l'époque qu'il est hasardeux de se lier d'amitié avec un incendiaire, on risque de se brûler; il l'ont compris quelques mois plus tard... trop tard.

Cette nuit-là, contrairement à mon habitude, je pris un somnifère. Malgré tout, je n'arrivai pas à dormir. Je me tournais et retournais dans mon lit et je me sentais bien seul. Je ne pouvais pas comprendre comment des gens qui, en bonne partie, me devaient leurs succès, des gens avec qui j'avais partagé tant de merveilleuses aventures au cours des vingt dernières années puissent se résoudre à descendre aussi bas; à se servir commodément d'accusations lancées par quelqu'un qui avait déjà confessé et signé une déclaration de fraude pour me condamner sans m'entendre, sans franches explications, sans vraies questions de leur part. J'étais là, devant eux, et ils étaient demeurés muets comme des huîtres : pourquoi?

Mes chers associés, trop heureux de savourer les persiflages de Julien Duchesne, ne se doutaient pas que leur confident leur réservait une autre surprise de taille, cette fois-là, à même leur poche. En effet, au fil des mois, Julien Duchesne, cet artiste, n'avait tout de même pas perdu la vision d'ensemble, il voyait l'étau se resserrer; il n'était pas idiot au point de croire que le manège resterait secret pour toujours. Ainsi, pour jongler avec la situation, comme quelqu'un qui va au casino avec l'argent de l'entreprise, Julien me faisait signer les chèques de déduction à la source : les DAS. Une fois le chèque signé, on passe à autre chose, n'est-ce pas, dans un contexte où on doit signer de nombreux chèques chaque semaine.

Mais voilà, Julien n'expédiait pas les chèques à qui de droit, pour ne pas drainer le fonds de roulement au point de créer une situation alarmante... À l'époque où mes

associés souhaitaient plus que tout au monde entendre ses fabulations, nous avons commencé à découvrir le pot aux roses. Il y en avait pour 800 000 \$ au provincial et au fédéral. Aussi longtemps que j'ai été en poste, j'ai eu des rencontres avec les gens du fédéral et du provincial pour tenter de remédier à la situation; les 300 000 \$ récupérés de la cession de Julien Duchesne ont servi à diminuer cette dette à 500 000 \$.

On m'a licencié et je n'ai plus été en mesure de voir au remboursement de cette dette. Après mon expulsion, il s'est produit une extraordinaire magouille qui a eu comme résultat que, sur les cinq associés que nous étions, le fisc a été, quelque part, convaincu qu'il ne fallait réclamer la balance de 500 000 \$ plus les frais d'intérêts et de pénalité qu'à moi seul. Le fisc n'a absolument rien réclamé à mes quatre autres associés. J'ai donc dû faire faillite. Je n'ai pas encore vraiment compris cette portion de la magouille; je souhaite sincèrement que quelqu'un me fasse des confidences sur la plomberie interne qui a été élaborée. Tout finit par se savoir; je saurai un jour. L'État fait des entreprises ses collecteurs d'impôts, et ses décisions ont force de loi, elles sont exécutoires...

Le lendemain, à six heures, je prends l'avion et reviens au Saguenay. J'entre à peine au bureau qu'un huissier me porte une convocation pour l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 11 mars à l'Auberge des Gouverneurs de Chicoutimi. Le complot a été ourdi par des gens de Montréal forcément. L'ordre du jour ne laisse aucun doute sur les intentions de ceux qui convoquent: fraude; cas de Julien Duchesne; rôle de Pierre Lajoie; rôle du président du Conseil; élections; nominations...

Le président du Conseil, Guy Simard, et moi décidons que nous aurons besoin d'avocats. M<sup>e</sup> Tom Laven et M<sup>e</sup> Claude Armand Sheppard nous accompagneront. À l'assemblée



du 11 mars, tout se déroule machinalement, par avocats interposés. Une rafale de résolutions rédigées à l'avance. Tous les votes se terminent de la même façon : trois à deux; Guy Simard et moi votons toujours dans le même sens; les trois autres font de même. Il n'y a place ni pour les compromis ni pour les explications. Ce fut long, car la même assemblée servait pour treize compagnies : répétition monotone de l'horreur. À la fin de la journée, Jean Roquet se retrouve président, Benoît Auclair vice-président et Florent Baril secrétaire. Je ne suis plus rien. Je ne joue plus aucun rôle. On m'a dépouillé de tout pouvoir. Je me sens dépourvu de tout statut social. Cent fois pire que la descente de police de février : c'est de mes racines dont on vient de me priver, c'est l'arbre auquel j'ai fait donner des fruits qui se retourne contre moi.

Ce 11 mars 1992, j'ai été victime d'un véritable coup d'État, d'un putsch qui allait me démolir moralement, financièrement et socialement. Je ne serais cependant pas achevé...

À la fin de l'après-midi, je reviens à notre résidence du lac Kénogami. Mes beaux-parents y sont en visite. En leur présence, je braille pendant des heures, comme un enfant. Mes bourreaux m'ont exécuté avec toute la grossièreté dont ils ont été capables. Sans m'offrir même une sortie élégante. Sans même m'entendre. Après vingt-cinq ans, j'ai droit aux vingt-six semaines de maladie que je n'ai jamais prises. C'est tout. On publiera les noms et photographies des nouveaux élus au Conseil dans les médias.

Le lendemain, je me rends au bureau chercher mes affaires personnelles. Beaucoup d'employés ont les larmes aux yeux. « Ça n'a pas de bon sens. » « Ils n'ont pas le droit de vous faire ça. » Plusieurs m'écriront des lettres très touchantes que je conserve précieusement. Je retournerai au lac Kénogami et je m'y terrerai comme un animal

blessé. Je prends des tranquillisants et j'essaie de me raisonner, me répétant une série de proverbes éculés. Ces belles maximes, comme les tranquillisants, ne diminuent en rien ma douleur profonde, le sentiment d'être devenu un déchet social, de n'être plus rien.

Je loue un télécopieur et je me mets à lancer des S.O.S. à tous ceux que je connais, dont beaucoup ont des dettes morales ou d'autre nature à mon égard. Certains souhaiteraient justement ne m'avoir jamais connu; la plupart me retournent des messages polis et expriment une compassion sincère; certains voudraient m'aider, mais ne savent quoi faire... Autrement dit, si j'avais besoin d'une autre preuve de cette réalité, je l'ai, je suis seul!

Après toutes ces années, je me souviens comme si c'était encore actuel de l'intensité du mal que je ressentais pendant cette période. Ma douleur était bien réelle, elle jaillissait de moi telle une source intarissable; elle m'étouffait et pire encore. Je répétais des proverbes, mais il en était un dont j'aurais dû me souvenir. Un proverbe dont j'ignore l'auteur mais qui m'avait été offert par un jésuite de l'Université Laval: « Les douleurs morales n'ont de prise sur nous que si nous leur en donnons la permission... » Cette permission, je prenais plaisir à la leur donner; j'avais besoin de cette douleur de façon morbide. Il est probable qu'un jour je comprendrai...

La vieille sagesse antique suggère qu'il est illusoire de chercher vengeance pour soi-même, même si on a été victime d'infamies. Les moulins des dieux broient lentement, très lentement, mais ils broient. LMB doit aujourd'hui s'en rendre compte.

Jonquière, le 12 mars 1992

Monsieur Pierre Lajoie

Monsieur Lajoie,

Depuis quelques temps, les insinuations de gens mal informés et de personnes qui n'ont rien de mieux à faire, essaient de détruire votre réputation jusqu'alors intacte, d'homme public et d'homme oeuvrant dans le domaine privé. Nous trouvons inacceptable qu'un tel fait se produise et que ces insinuations sèment le doute sur votre intégrité d'homme d'affaires alors que Le Groupe LMB est monté au sommet en grande partie grâce à votre bonne renommée, à votre implication dans divers comités, fonds de dotation et bénévolat de toutes sortes et surtout votre travail acharné à faire de cette firme la première de la région.

Nous tenons à vous dire que, nous et beaucoup d'autres employés du Groupe LMB, vous conservent leur confiance et leur estime et nous espérons que tout le mal qui vous a été fait ne puisse nuire d'aucune façon à vos projets d'avenir et que vous demeuriez toujours le grand homme que nous avons connu.

Nous espérons que vous et votre épouse saurez oublier tout le mal que la région vous a fait, région pour laquelle vous avez tant travaillé et qui vous l'a si mal rendu.

Nous attendons votre retour avec impatience et continuons d'espérer en de jours meilleurs pour vous et votre famille.

Veuillez accepter, Monsieur Lajoie, l'expression de nos sincères et respectueuses salutations ainsi que nos vœux d'un prompt rétablissement.

Un groupe d'employés dévoués,

*Yvonne Paton* *Jacques Van* *Sylvia Desbiens*  
*Normand Boissier* *Marie* *Sylvie Martois*  
*Joseph* *Normande P. Desbiens*  
*Normande P. Desbiens* *Gabrielle Poiré*  
*André* *David Verblay*  
*André* *Maurice* *Normande P. Desbiens*  
*André* *Normande P. Desbiens*  
*André* *Normande P. Desbiens*

## Chapitre 12

### La recette

Vous avez une idée des problèmes que mes démêlés avec la justice m'ont causés; aussi, quelques fois, j'ai dû aller voir le bon Doc du Lac. Doc m'a fait un bref historique de l'évolution des interventions de la science médicale pour soigner les estomacs, à plus forte raison si vous avez un procureur au derrière...

Depuis sa prime aurore, l'humanité est affligée par ce « J'ai mal à l'estomac ». La sorcellerie et plus tard la médecine ont concocté un nombre incroyable de potions pour tenter d'enrayer cette conséquence de la pression existentielle, du stress d'être vivant. Environ dix pour cent des personnes en sont atteintes.

En vérité, peu de potions apportaient la guérison, seulement une sensation temporaire de soulagement. Sels de fruits, *Roloids*, diètes au lait ou à la crème, ou finalement une chirurgie à l'emporte-pièce qui vous soulageait des trois quarts de votre pauvre sac composé de muscles, de glandes qui produisent la gastrine (acide qui brûle), de nerfs et de vaisseaux. Le mal revenait constamment...

Quelque temps après, survinrent les antiacides du genre *Maalox*, *Gélusid*, *Peptobismol*, etc. Le mal revenait encore et toujours...

Il y a vingt-trois ans, suite aux intercessions d'un disciple<sup>3</sup> du Frère André et à 168 ascensions à genoux des marches de l'Oratoire Saint-Joseph pour être soulagé de ses maux d'estomac, Esculape a envoyé à un de ses commettants l'inspiration pour la découverte de la

---

3. Nous avons appris que ce disciple est mort d'une infection aux genoux quelques semaines après avoir été soulagé de ses maux d'estomac.

cimétidine *Tadmet*. Les spécialistes seulement pourraient en prescrire après une gastroscopie rigoureuse – le tuyau d'un mètre utilisé méritait d'être vu.

D'innovations en brûlures d'estomac, le *Tadmet* devient désuet et il est remplacé par ses descendants tels les *Zantax* et *Pepcid*. De merveilleux instruments plus flexibles et plus efficaces sont apparus; la gastroscopie souple (fibre optique) vit le jour. La recherche a continué d'être à la hauteur des attentes en offrant une nouvelle classe de médicaments, soit les inhibiteurs de la pompe à protons.

Finalement quelqu'un a été en mesure de hurler le grand EURÉKA. La plupart des maux d'estomac sont en fin de compte causés par une bactérie du nom de *Helicobacter Piloni*. L'arsenal pharmacologique est tout à fait apte à se débarrasser de cette bactérie, clandestin passager de notre estomac depuis l'aurore de l'humanité...

L'estomac, tout comme l'économie régionale, malgré sa simplicité apparente, demeure complexe, sensible et réactif. Il faut respecter ses lois, le dorloter et, si vous lui demandez d'avaler l'impossible, il vous enverra des messages...

Merci aux disciples d'Esculape qui ont eu l'humilité et le bon sens d'appliquer les nouvelles recettes aussitôt que la science leur en a donné la possibilité.

Revenons à notre économie régionale et essayons de voir si ses intervenants, soumis à l'échec depuis quarante années, auront le courage des disciples d'Esculape. Oseront-ils changer de recette? Leur reste-t-il un petit peu de fierté, d'amour-propre?

Les actifs les plus significatifs d'une civilisation, d'un pays, d'une région et d'une ville se constituent au fil de plusieurs décennies; rarement du jour au lendemain. Un arbre met environ, selon les espèces, quarante ans pour atteindre la maturité. Il y a fort peu de choses que l'on

puisse faire pour accélérer sa croissance. Par contre on peut faire certaines choses pour ne pas lui nuire.

L'expérience nous a appris que les phénomènes socio-économiques sont complexes et multidimensionnels. Il faut donc éviter de tomber dans le piège de la petite logique simpliste, compte tenu de la complexité de ces phénomènes. La mise en garde est fort utile, mais, d'une part, il ne faut pas qu'elle cautionne un constat d'impuissance; d'autre part, il ne faut pas devenir bête au point de passer à côté de l'essentiel.

Le nombre de recettes de pain - à levain - impressionne. Elles varient d'une région et d'un pays à l'autre, mais l'essentiel demeure :

- des gens qui en ont besoin au point de payer un certain prix;
- un boulanger amateur ou professionnel;
- de la farine;
- de la levure;
- une certaine période de temps;
- des conditions pour lever.

D'une simplicité déconcertante, n'est-ce pas? Pourtant, bien des personnes réussissent tout de même à manquer leur recette. Chacune des composantes peut faire défaut d'une certaine façon.

Avons-nous réussi notre recette de développement régional? Qu'en est-il de nos états d'âme?

#### *Des gens qui en ont besoin au point de payer un certain prix*

Nous avons avancé dans les chapitres précédents que la volonté de développement régional, à part la vertu, constitue le seul consensus qui réussit à se dégager de notre société pluraliste centrée sur les besoins individuels. Il ne s'élève aucune ou très peu de voix discordantes pour

nier ce besoin. Bien sûr, il y a une certaine proportion des intervenants qui sont pris dans le filet du fatalisme, selon lequel il n'y a rien à faire contre les forces de concentration de l'économie capitaliste au service de l'économie mondiale; l'agonie des régions est une triste réalité qu'il faut accepter. Heureusement que cette minorité ne s'exprime pas vraiment, elle considère qu'il serait indécent de le faire.

... Nous ne comptons plus les organismes provinciaux, régionaux, municipaux ou autres qui ont comme mission de mousser l'économie des régions. Pratiquement tous les secteurs de l'enseignement occupent directement ce champ de préoccupation, et une quantité phénoménale d'énergie humaine y est investie.

... Et pour ce qui est du prix? Y a-t-il quelqu'un qui puisse le quantifier? Existe-t-il un algorithme qui permettrait à un ministre des Finances d'anticiper que X millions de ressources de l'État peuvent produire Y volume d'augmentation du produit intérieur brut d'une région?

... La réalité est beaucoup plus simple: personne ne sait vraiment. Ce que nous savons, c'est que, depuis environ quarante ans, nous acceptons passivement que les élus, toutes allégeances confondues, utilisent une proportion dont peu de gens se soucient vraiment des ressources du trésor public pour mousser le développement régional par le biais de ses nombreuses créatures. Non, nous ne savons pas. La seule certitude que nous avons est que la confiance se trouve fortement érodée face à ce mode d'intervention de l'État. D'ailleurs, les politiciens eux-mêmes, qui sont les cliniciens de service, font leur constat d'échec sur toutes les tribunes, sauf pendant leur(s) propre(s) mandat(s).

... Peut-être un jour découvrirons-nous que l'investissement en ressources financières n'a pas du tout besoin d'être aussi élevé.



Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans la région 02, nous avons la chance, que nous ignorons, d'avoir un saint Jean-Baptiste qui prêche dans le désert depuis environ vingt-cinq ans sur le développement du Moyen Nord, sur la prise en charge des régionaux de leurs leviers de l'économie, sur le rôle invalidant de l'État en regard du développement, sur l'effet pervers de certaines politiques gouvernementales ou de l'absence de politique gouvernementale cohérente.

Par contre, un saint Jean-Baptiste a la réputation de dire des choses éminemment vraies, crues, cinglantes et même dérangeantes. À moins d'y être contraint, on préfère ne pas l'écouter. Même que certains ont des plans de carrière assez insolites pour les saints Jean-Baptiste.

Il s'agit de Sergieh Moussally, économiste du département des Sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il a été le premier au début des années 1970 à sensibiliser la population au développement des ressources du Moyen Nord. À cette époque, les gens n'étaient même pas encore familiers avec l'idée d'essayer d'influer sur le développement régional. En conséquence, peu de gens prêtaient vraiment attention à son discours clairvoyant. Certains économistes ont des réputations bien méritées de pelleteurs de nuages, mais Moussally ne fait parler que des données provenant de sources vérifiées. À titre d'exemple, nous avons introduit deux tableaux provenant d'un article du professeur Moussally.

Ces deux tableaux mettent en lumière une autre réalité cinglante: le provincial nous fait subir un déficit fiscal d'environ 300 000 000 \$ année après année et le fédéral nous taille d'environ 70 000 000 \$ bon an mal an. Ainsi donc, les quelques broutilles de subventions que l'on nous saupoudre de temps à autre ne sont rien en

comparaison de nos propres leviers économiques, dont on nous dépouille. Nous souhaitons que notre saint Jean-Baptiste ait une fin de carrière plus glorieuse que l'original et que les décideurs, politiciens, et intervenants de tous les niveaux commencent à prêter attention à son message. Certains des articles percutants de Sergieh Moussally sont offerts sur le site [www.saguenaylacstjean.ca](http://www.saguenaylacstjean.ca), à la rubrique : Documents et liens documentaires.

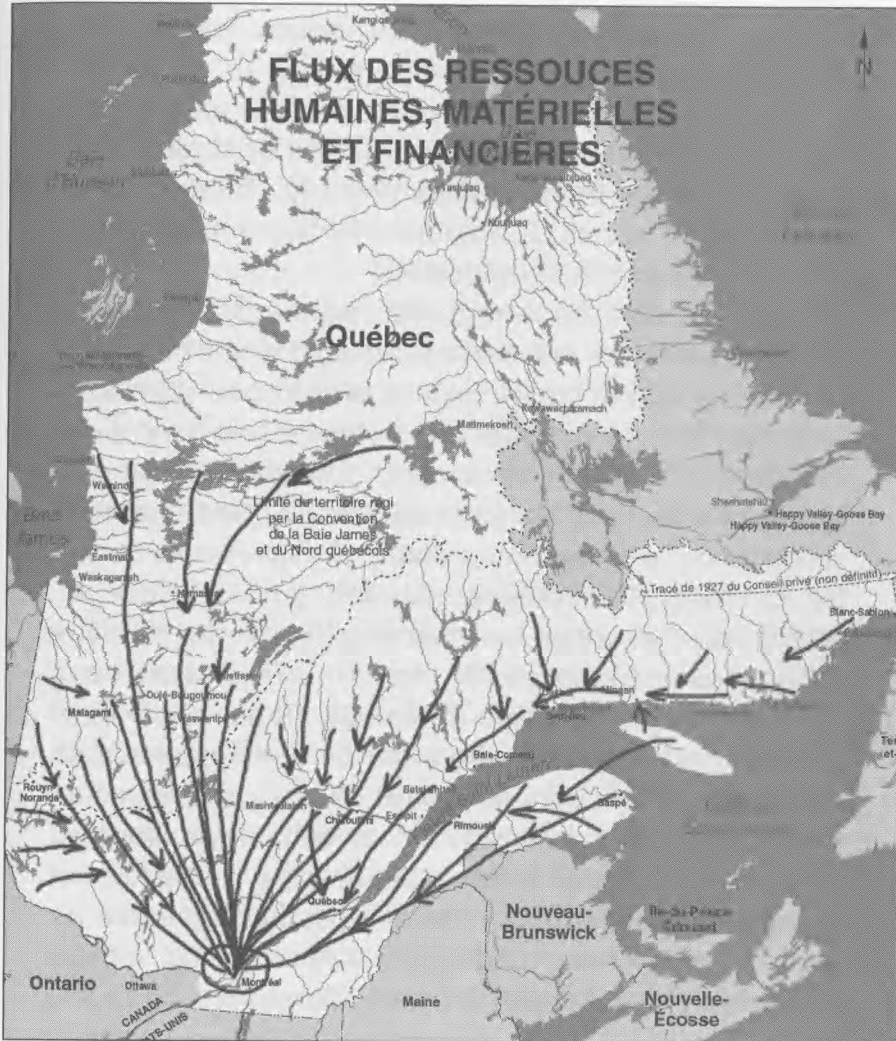
Chose certaine, le premier ingrédient de la recette est disponible et en abondance. Nous produisons un énorme surplus financier dans la région 02; une grande proportion de ces surplus devrait nous être laissée pour soutenir notre maintien et notre développement régional. Pour illustrer le sort des régions ressource, jetons un coup d'œil à la carte intitulée: *Flux des ressources humaines, matérielles et financières*. Pas étonnant que les régions ressource soient exsangues et manquent de leviers de développement. Situation inévitable ou résultat de politiques sans vision?

#### *Un boulanger professionnel ou amateur*

La plupart des grandes entreprises sont nées de l'impulsion d'une personne. Bien souvent, cette personne n'avait pas de formation scolaire particulière dans le domaine précis de son entreprise. Elle avait un certain capital libre dont elle n'avait pas absolument besoin pour se procurer son épicerie de la semaine. Cette personne n'était pas salariée d'une grande entreprise.

D'abord et avant tout, elle avait confiance dans son idée et elle avait de la détermination. Ensuite, elle a eu la sagesse de s'adjoindre des collaborateurs spécialisés qui apportaient d'autres connaissances.

Selon mes observations du monde des affaires, ce genre d'entrepreneur représente vraisemblablement un ou deux pour cent de la population. Ces personnes sont



probablement distribuées également dans toutes les régions.

Tout vient en abondance dans la nature; tel ce bouleau qui libère des centaines de milliers de graines de semence. Parmi ces milliers de graines, il suffit qu'une seule tombe dans un milieu présentant les conditions idéales et la graine y prend racine. Une forêt se prépare...

Il en va probablement de même pour les idées de lancement d'entreprises. Des milliers flottent de façon diffuse dans la tête des entrepreneurs. Il suffit d'influer sur les conditions. D'ailleurs, la littérature sur l'entreprenariat se mesure aussi en centaines de kilos.

La vie socio-économique des régions périlite parce que socialement nous échouons à cette tâche d'influer sur les conditions. Du moins, nous avons échoué jusqu'à ce jour, alors qu'il y a bien des régions du monde qui ont des histoires à succès dans le domaine. Osons mettre de côté les *gratteux* et osons libérer la force la plus dynamique du capitalisme : les entrepreneurs libres d'entraves... Je ne sais pas comment vous calculez, mais voici un de mes calculs : un entrepreneur créant quelques emplois est plus précieux économiquement que 100 fonctionnaires ayant une sécurité d'emploi éternelle. Parce que 10 parmi ces fonctionnaires essaieront de faire trébucher l'entrepreneur, 40 autres bien nourris dans les relents de la social-démocratie se consumeront de jalousie et les 50 autres... sont en congé de maladie, en burn out, en libération syndicale, en manifestation, ou bien ils n'arrivent pas à comprendre de quoi nous parlons, habitués qu'ils sont au niveau intellectuel des quotidiens à grande diffusion.

#### *De la farine*

Les civilisations sont semblables les unes aux autres en ce sens que l'histoire de la civilisation est la chronique de

l'utilisation plus ou moins efficace des ressources auxquelles elle a accès pour se créer un mode de vie partagé par une collectivité. À en juger par l'histoire écrite des peuples, plusieurs civilisations en sont venues à disparaître lorsqu'elles avaient épuisé leurs ressources.

À l'opposé, certaines nations qui n'ont que fort peu de ressources sur leur territoire national réussissent, à force d'ingéniosité et de labeur, à s'en procurer par le commerce ou le recyclage. L'exemple le plus extraordinaire est celui du Japon qui ne dispose pratiquement d'aucune ressource naturelle sur son territoire.

Les ressources sont abondantes en Amérique. Elles sont aussi faciles d'accès et nous y sommes habitués. Par ailleurs, le volume des ressources est de moins en moins important avec l'émergence de la technologie. Quelques centaines de kilogrammes de ressources peuvent réussir à maintenir en fonction tout un processus industriel. Ces quelques kilogrammes peuvent provenir d'une grande variété d'endroits de la planète.

Non, la farine pour la fabrication de pain ne fait vraiment pas défaut en Amérique. Cependant, l'accès aux ressources faciles n'a pas aiguillonné notre sens de l'ingéniosité. Tout était facile. Dans la région 02, les ressources étaient abondantes; elle ont été cédées par pans entiers aux flibustiers avec la collaboration empressée de ministres. Combien parmi vous sont informés du régime des contrats d'approvisionnement forestier...

Trop tard pour s'indigner; une bonne proportion d'entre eux appartiennent déjà aux Américains qui nous imposent des taxes à l'exportation sur le bois d'œuvre. Imaginez: une entreprise peut revendre le patrimoine national. Elle peut revendre son contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) à des acheteurs étrangers.

### *De la levure*

Les quelques grammes de levure et la pincée de sel constituent les plus petits ingrédients de la recette du pain, et pourtant, leur action est déterminante. Il s'agit du catalyseur qui enclenche la réaction du pain. On peut tergiverser sur bien des ingrédients, mais pas sur la levure.

Les grands capitaux pour financer des idées qui ont fait leurs preuves se bousculent aux portes des entrepreneurs. L'offre de capital de risque, pour donner un second souffle à une entreprise déjà sur pied, dépasse la demande.

Nous sommes maintenant vraiment proches du cœur du problème, le pivot de tout mon exposé. Il n'y aura vraiment aucune percée dans le domaine de l'assistance au développement régional à moins que tous les intervenants ne reviennent à la case départ, à la levure.

La levure est le petit capital appartenant à l'entrepreneur et qui lui permet de consacrer son temps et ses énergies à la création de son entreprise, son « bébé ». L'entrepreneur est cet être exceptionnel, motivé par sa vision, son ambition et son inépuisable énergie qui vibre, qui entre en transe lorsqu'il jouit d'une certaine liberté d'action pour innover, pour créer. Ceux qui étudient le phénomène de l'entreprenariat lui collent bien des épithètes : cachottier, visionnaire, individualiste, irréaliste. Plusieurs de ses comportements, vus dans la loupe de la psychologie traditionnelle, sont hors norme. Entre nous, si tous ses comportements entraient dans la catégorie normale et stéréotypée, cette personne travaillerait trente-cinq heures par semaine dans une usine, ou bien elle serait un fonctionnaire qui ne serait vraisemblablement pas aiguillonné par le désir de lancer une entreprise.

En parler augure bien, mais pour l'instant nous ne faisons que parler; les vrais incitatifs qui pourraient sur-



volter les entrepreneurs, les pousser à s'attaquer à de nouveaux défis et à faire pleuvoir les retombées économiques sur les régions ne leur sont pas encore offerts. Nous sommes trop mesquins en tant que société. Nous sommes encore prisonniers du sacro-saint concept de la société égalitariste.

■ Nos porte-parole de société clament haut et fort sur toutes les tribunes que nous souhaitons des sociétés affluantes, mais en autant que ceux qui contribuent à créer la richesse n'aient pas de traitement de faveur, que nous soyons tous égaux devant l'impôt.

■ L'analogie suivante conviendrait bien à la situation qui prévaut dans nos sociétés à messages contradictoires : il y a des fruits pour tous sur les arbres. Les plus juteux et les plus mûrs sont au bout des branches les plus frêles et instables. Les plus braves et les plus vigoureux du groupe montent aux arbres pour aller cueillir les fruits. Ceux qui n'osent pas monter aux arbres leur réclament des fruits. « Lancez-nous-en davantage, nous en avons besoin de plus. - Nous sommes tous égaux; nous avons droit à autant de fruits que vous qui vous aventurez dans les arbres, nous devons tous partager... car nous sommes des victimes-parasites. » Il n'est pas du tout certain que ce groupe suscitera des vocations de grimpeur-cueilleur...

■ Nous avons une forte tendance à nous servir de la loi du dénominateur commun dans le monde occidental, depuis la Révolution des bolcheviks et depuis la Révolution française, pour ce qui est du partage. Elle assure un minimum aux moins talentueux ou à ceux qui ont été victimes de conditions défavorables. Voyons voir, ce que nous voulons dire en chiffres.

■ Admettons que le numérateur (ligne du haut) représente théoriquement les unités de production utilisables et produites par des personnes. Le dénominateur commun



(ligne du bas) est le nombre de personnes à se partager ces fruits.

$$\frac{1000+700+200+50+30+20+10+1+1+1+1+0+0+0+0\dots}{50} = \frac{2014}{50} = 40,28$$

Selon ce scénario, tous auront droit à un partage de 40,28 unités de production. Il devient évident que chacun recevra moins lorsque le nombre des non productifs augmentera. Lorsque le dénominateur augmente à 75, on obtient un partage de 26,85 unités de production par personne et un dénominateur de 100 personnes produit des parts individuelles de 20,14 unités de production.

On peut philosopher *ad nauseam* sur l'équité, l'éthique, le sens commun de ce partage, etc. Le débat fait rage continuellement sur la façon de partager le fruit de la production des éléments industriels. Notre société semble particulièrement apte à produire des moralisateurs qui prêchent davantage le partage que la contribution à la production. Dans leur univers théorique de partage, toutes les victimes-parasites – dont certaines ne sont plus du tout victimes depuis deux générations – ont des droits, des droits, des droits et des droits et bien peu d'obligations ou de devoirs. Ces pseudo-positions éthiques ont un nombre incroyable d'adeptes et de chevaliers servants, de pourfendeurs, de moralisateurs. Si seulement le quart de ces pourfendeurs consacraient leurs énergies à la cause d'augmenter les unités de production à partager...

Je ne veux même pas prendre part à ce débat virulent; je ne fais que l'exposer. Toutefois, j'affirme que lorsque la société sera contrainte d'augmenter le nombre des unités de production à partager, elle devra revoir ses incitatifs réels à produire davantage... si elle veut pouvoir en partager davantage.

Aucun gouvernement ne contribue à créer de la richesse, il en dilapide plutôt une certaine proportion selon son degré d'inefficacité. Le facteur le plus pernicieux est constitué des niveaux de gouvernance qui veulent s'imposer partout, dans tous les domaines, alors qu'ils n'ont pas compris que la meilleure contribution qu'ils pourraient apporter serait de ne pas nuire. Contrairement à la croyance populaire, au Québec, 95% du produit intérieur brut est le fait de petites entreprises de moins de 50 employés.

Chacune de ces petites entreprises a eu un créateur, un entrepreneur qui lui a donné naissance. Ces petits entrepreneurs sont la levure de la richesse de tout le monde occidental et ils le demeureront. Ce sont les seules personnes qu'il devrait être permis de cloner en milliers d'exemplaires et de placer dans un climat favorable... À l'annexe 5 nous avons dressé une liste sommaire de certains entrepreneurs que nous souhaiterions cloner.

Il est probable que dans quelques décennies nous ferons la preuve que la prospérité sur un territoire donné est beaucoup plus un « menu à la carte » que ce que nous sommes disposés à croire maintenant. Jusqu'à ce jour, nous avons tendance à nous en remettre au hasard, à la chance ou à un concours fortuit de circonstances, avec le résultat que nous connaissons. L'horoscope peut-être...

Il y a pire : une cohorte de fonctionnaires, dont certains sont semblables à ceux qui sévissaient au lendemain du Directoire en France, ont le droit virtuel de vie ou de mort sur les entreprises.

#### *Une certaine période de temps*

Les grands pins qui ont été coupés par les premiers intervenants, d'abord au Saguenay et ensuite au Lac-Saint-Jean, avaient en général un âge vénérable de 150 ans. Les

moins défricheurs qui sont venus s'implanter au nord du Lac-Saint-Jean près de l'actuelle ville de Dolbeau ont eux aussi abattu de formidables grands pins dont ils arrivaient à tirer des pièces de bois de 12 sur 12 pouces sur plus de 30 pieds de long. Ces moines pensaient tout simplement que les grands pins repousseraient rapidement. Eh bien non! Ces grands pins plus que centenaires étaient sans doute eux-mêmes la culmination d'un cycle forestier encore plus vaste, de 500 ans peut-être.

Ces grands écosystèmes sont, nous l'avons tous deviné, le fruit d'un nombre impressionnant de facteurs, dont certains ne nous sont même pas encore connus. Un nombre impressionnant de facteurs, certes, mais il en est un qui les contient, qui les enveloppe et les transcende tous : ce facteur primordial est le temps. On peut modifier, tripoter, altérer, survolter, éliminer ou encore souhaiter croire que l'on peut agir sur tel ou tel facteur, mais le temps impose sa loi inexorable si l'on veut en arriver au résultat recherché.

L'activité socio-économique d'une région constitue elle aussi un écosystème fort complexe. Chacun des écosystèmes possède ses caractéristiques qui lui sont propres. Toute comparaison avec un autre écosystème est aléatoire. Chacun obéit par contre au même tyran : le temps.

Je voudrais ici que nous nous interroguions sur les chances de réussite d'un politicien ou d'un parti politique qui, nouvellement élu, décide soudainement de prendre le bâton du pèlerin et d'activer le développement des économies régionales. Son horizon de planification est de quatre ans, huit tout au plus. Ses deux outils demeurent une certaine enveloppe budgétaire pour saupoudrer des subventions et l'autorité pour créer bien des comités d'action. Si bien intentionnées que soient ces personnes, nous connaissons fort bien leurs chances de succès. Nous

en palpons le bilan tous les jours dans les régions ressource.

Lorsqu'il nous arrive de prêter distraitement l'oreille aux élucubrations de ceux qui, universitaires ou autrement savants, viennent de se découvrir une vocation de développeurs des économies des régions, on peut être assuré de voir rebondir, comme du maïs à éclater, les exemples de Silicone Valley, de la Beauce ou encore des pays scandinaves. Ce que l'on ne mentionne pas est probablement plus important que ce que l'on énonce: Silicone Valley est un phénomène plus ou moins concerté de quatre décennies. L'intensité de l'activité économique de la Beauce est probablement la résultante de trois générations de familles parmi lesquelles on valorisait la débrouillardise. La première loi visant à encadrer l'exploitation des forêts publiques a été votée, en Scandinavie, en 1760; pour nous, c'était la Conquête. Notre toute première loi pour encadrer de façon bien timide l'exploitation de la forêt publique n'a pas encore dix ans. Non, certains résultats ne se produisent pas de façon aléatoire ou structurée du jour au lendemain.

À moins de prendre des leçons du jardinier, nos chances d'influer sur le développement des régions sont faibles. Le jardinier a une philosophie; il pose des actions qui ont fait leurs preuves au fil des siècles. Il sait qu'il ne verra pas de résultats dans l'immédiat, mais il va de l'avant avec sa noble occupation. Des actions bien ciblées, mais les résultats viendront plus tard... Convenons qu'il n'y a pas là matière à enthousiasmer un politicien qui veut se faire réélire dans quatre ans. À moins que nous ne méritions des gouvernements d'une extrême clairvoyance et dotés d'une vision économique à long terme, il sera préférable de ne compter que sur les forces du milieu pour mousser ce développement des régions... et il faudra que certaines pratiques de prédation soient modifiées...

### *Des conditions pour lever*

Une forêt saine est constituée d'une variété d'espèces, quelques grands arbres, des arbres de taille intermédiaire et un couvert de végétation de moindre taille. Chacune de ces espèces joue un rôle bien précis dans l'écosystème. L'équilibre s'est lui-même créé. Théoriquement, nous savons tous qu'il est inutile d'essayer de tirer sur les feuilles pour les faire pousser plus vite. Pourtant, dans la réalité, nous le faisons constamment et tous les jours par des interventions mal ciblées qui ont pour véritable finalité de donner de la visibilité à un groupe de politiciens : toujours en gardant à l'esprit que l'on recherche un résultat immédiat. Nous continuons de souhaiter l'avènement d'un héros sorti de nulle part qui viendrait remettre sur pied l'économie moribonde de telle ou telle région ressource. Nous avons toujours à l'idée que deux ou trois grandes entreprises suffiraient... comme si deux ou trois grands arbres constituaient un couvert forestier. Tout d'abord, il y a de grands arbres parce qu'il y a eu avant un écosystème complexe qui a permis leur croissance, et non l'inverse.

La loi des organismes vivants est la croissance; la stagnation est inquiétante et il faut lutter de toutes ses énergies contre la décroissance. Cette loi s'applique aux organismes gouvernementaux. Quelque part, il faut que leur croissance s'arrête. L'interventionnisme de l'État sombre, à un certain point de transition, dans du paternalisme aux effets secondaires non souhaitables. Un peu comme des parents qui font tout pour leurs adolescents; ces adolescents tarderont à se prendre en main. Les parents qui ont tout essayé pour que leurs jeunes choisissent tel ou tel secteur d'activités en auraient long à raconter sur leur taux de réussite. Cela ne vous rappelle-t-il pas l'efficacité des interventions gouvernementales dans l'économie des régions?

Il y a un univers de différence entre un interventionnisme du type intrusif et une aide qui s'assure en même temps de ne pas nuire. Chaque fois qu'un fonctionnaire ou une créature de l'État entre en contact avec un entrepreneur en émergence, nous sommes assurés que c'est pour exiger quelque chose de lui et lui saper du temps et des énergies. Ce qui fait dire à bien des entrepreneurs qui sont passés par le processus des subventions que chaque sou de la subvention a été gagné à un coût élevé par des démarches, des énergies, du temps et des courbettes. Les premiers pas d'un enfant ou d'un poussin sont vacillants. La moindre intervention contraignante peut le déstabiliser et le faire tomber. Tant mieux s'il se relève, mais il n'était pas du tout obligatoire de le faire tomber... pour l'aider. L'assister dans ses premiers pas est autre chose.

Il est bien évident que personne n'aime faire des *mea culpa* sur la place publique, mais les recommandations du rapport Lemaire sur les irritants des entreprises dans leurs rapports avec l'État devraient faire l'objet exclusif d'une session parlementaire. Il y a fort à parier que le rapport Lemaire servira à ramasser de la poussière sur une quelconque tablette. Avons-nous vraiment quelque chose à perdre à changer de recette? Les paris sont ouverts; y a-t-il quelqu'un qui soit disposé à parier que les recommandations du rapport Lemaire seront appliquées à la lettre?

Il ne faut pas être rétrograde au point de déclarer que toutes les interventions de l'État et les services offerts aux entreprises méritent la hache. Les interventions et services de l'État doivent pouvoir se comparer aux infrastructures électriques, de chauffage et de plomberie d'une maison. Ces infrastructures doivent contribuer à créer un « climat » dans lequel la vie sera confortable. Mais le jour où ces infrastructures ne créent pas le climat souhaité et que les

habitants de la maison doivent y consacrer trop de temps et d'énergie, il est temps de revoir leur rôle. Oui, un État industriel moderne doit offrir des infrastructures adaptées aux entreprises. On s'en convaincra bien vite en jetant un coup d'œil sur les pays du Tiers-Monde.

La principale force qui a créé la prospérité du monde occidental est le travail non entravé des entrepreneurs, petits et grands, et ce, dans un climat où le rôle des entrepreneurs était reconnu et où ceux-ci avaient la certitude de pouvoir jouir d'une partie de la richesse qu'ils allaient contribuer à créer. Ces gènes d'entrepreneur sont distribués également parmi un bassin donné de population; à l'instar des graines en dormance dans le sol. Aussitôt que le climat favorable s'installe, nous pouvons être persuadés que la magie fonctionne. Là où nos interventions s'égarer, c'est lorsqu'on essaye de survolter la magie sans concentrer son intervention sur le climat.

La magie a toujours fonctionné par elle-même. On peut par contre agir sur les composantes du climat. Nous dressons une liste de pistes d'intervention de nature à agir sur le climat.

Jetons à nouveau un coup d'œil sur la carte des flux des ressources humaines, matérielles et financières. Les grosses flèches représenteraient les flux de matière première et de personnes. Une autre série de flèches représenterait les ponctions financières en impôts, taxes et autres. Tous ces flux nourrissent les grands centres et, par voie de conséquence, drainent les ressources matérielles, financières et humaines des régions. Les mêmes flux fonctionnent aussi pour les autres provinces du Canada. Aucun de ces flux n'est forcé ou obligatoire; ils sont tous le résultat d'une décision humaine planifiée, voulue et concertée. Plusieurs de ces flux sont tout simplement des non-sens. Imaginons que l'État pomperait de l'eau du lac



Saint-Jean et la transporterait à Québec dans de grandes citernes; une légion de fonctionnaires s'en occuperaient, à quel coût? et quarante pour cent de cette eau nous serait retournée par la route pour l'irrigation de certaines cultures. Pensez-vous réellement que cette comparaison soit enfantine?

Il n'en tient qu'à nous de décider qu'il en sera autrement. Faisons comme Hydro-Québec: construisons des barrages en régions éloignées pour endiguer ces flux et mieux les contenir, et ces barrages produiront la prospérité des régions qui, elle, rejaillira sur les grandes métropoles.

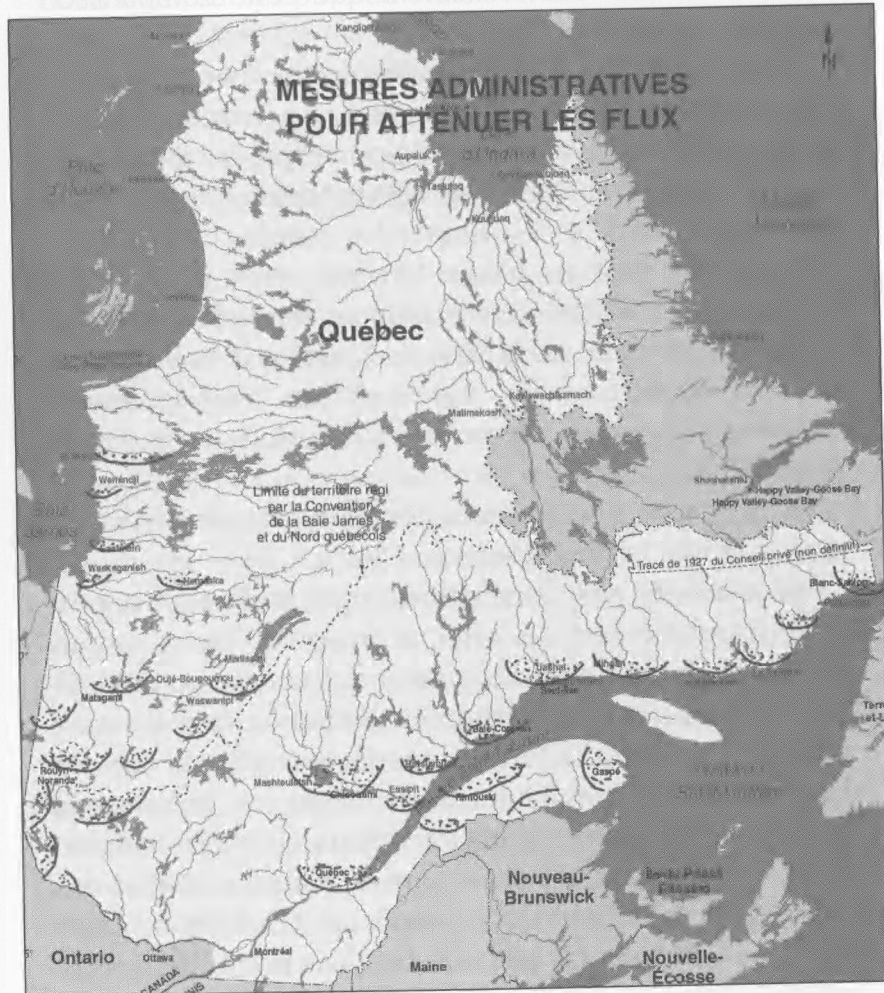
Voici ce qui se passe lorsque nous laissons les fonctionnaires de la Capitale prendre notre économie en main. Les hôpitaux de la ville de Québec utilisent du lait qui provient du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les hôpitaux de Saguenay utilisent du lait du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui a été traité à Granby.

Voyez à ce sujet la carte des mesures administratives pour atténuer les flux à la page 186.

Je n'achète pas de *gratteux*, mais permettez que je rêve quand même à des régions prospères. Nous venons de vivre une nouvelle élection, de nouveaux députés embarqueront dans la grande chaloupe du parti, il y aura plusieurs séances d'information pour que chacun suive la ligne du parti et oublie tout le reste, les groupes de pression et les grands syndicats s'occuperont de la vitesse et de la direction de la chaloupe. Il y aura peut-être des dissidents qui seront jetés par-dessus bord. Non, chers régionaux, la solution ne nous sera pas présentée sur un plateau... Voici mes suggestions.

#### *Ingrédients*

- Prélèvement d'une taxe locale pour l'utilisation des ressources de la région. Les fruits de cette perception



seront versés à des organismes locaux pour mousser l'économie des régions.

- Taux d'imposition des personnes qui diminuera proportionnellement à l'éloignement des grands centres pour en arriver à 0 dans les régions vraiment éloignées. Après tout, nous ne représentons qu'environ 15% de la population. L'incidence sera minime sur les finances de l'État.
- Même principe pour les entreprises à propriété régionale qui acceptent, après la juste rémunération du capital, de réinjecter leurs excédents dans l'entreprise. Le dégrèvement d'impôt sera affecté au revenu personnel des propriétaires du capital régional. Il ne nous restera plus ensuite qu'à être jaloux d'un riche qui ne paie pas d'impôt personnellement, mais qui a créé et maintenu 200 emplois
- Les taxes sur les produits pétroliers diminueront selon le même principe.
- Instauration de prix dégressifs de l'électricité et du gaz naturel pour des fins industrielles.
- Établissement de très faibles coûts de fréquentation des cégeps et universités des régions éloignées au point d'attirer des étudiants brillants qui choisiraient d'y rester.
- Incitatifs fort attrayants pour la grande entreprise de faire de la seconde et de la troisième transformation en région.
- Incitatifs fiscaux personnels aux actionnaires régionaux d'entreprises qui créeront des emplois durables.
- Investissements structurants: j'estime que l'aluminium est sur la bonne voie au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ne tombons pas dans le même travers que l'on reproche aux gouvernements en investissant tout au Saguenay. Il faut un énorme centre de recherche universitaire sur les produits dérivés du bois et de la pâte à papier à Saint-Félicien. Quelque chose de calibre comme le laboratoire de recherche sur l'aluminium à Chicoutimi. Pour l'heure, nous pou-

vons produire des poutrelles de plancher, des panneaux laminés et des panneaux de particules agglomérées. Pauvres de nous, cette usine est tombée aux mains des Américains; avec la caisse de retraite. Peut-être qu'un jour nous apprendrons... C'est tout de même mieux qu'exporter des milliers de camions de madriers. Avec un investissement structurant comme un laboratoire de recherche, il serait possible d'identifier à l'intérieur d'une dizaine d'années d'autres produits dérivés du bois. Exporter de la pâte pour alimenter des papetières en Angleterre ou en Europe est aussi primitif qu'exporter du bois de sciage aux États-Unis. Personne n'a-t-il jamais eu le goût d'imaginer faire autre chose avec la pâte, ne serait-ce que du carton? Au lieu peut-être d'essayer de se faire allouer des CAAF<sup>4</sup>, des CAAF, et des CAAF, peut-être devrions-nous instituer les CAAF honorifiques... Ne croyez-vous pas que la loi devrait être amendée pour interdire la vente de CAAF en même temps que l'usine?

- Tous les bons vins et fromages de France ne sont pas fabriqués sur les trottoirs de Paris. Les épinettes ne poussent pas beaucoup sur Grande-Allée ou sur tous les boulevards René-Lévesque. Les kilowatts d'électricité ne sont pas produits dans les métropoles. Les mines sont situées en région comme les alumineries. Les administrations de ces ressources doivent donc être expédiées là où elles doivent aller : dans les régions ressource, incluant les fonctionnaires indispensables. Les autres, prière de les

---

4. Le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier confère à son bénéficiaire le droit d'obtenir, sur un territoire forestier qui y est délimité, un permis d'intervention pour la récolte d'un volume de bois ronds d'une ou de plusieurs essences en vue d'assurer le fonctionnement de son usine de transformation de bois, à charge par le bénéficiaire d'exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi et du contrat et de réaliser des traitements sylvicoles permettant d'atteindre le rendement annuel prévu au contrat pour chaque aire destinée à la production forestière. Selon : Loi sur les forêts. L.R.Q., chapitre F-4.1, article 42.

garder en ville pour les manifestations et la semaine de trois jours; en région nous manquons de jours. Québec est d'ailleurs en train de se faire spolier de tous ses leviers par Montréal. Cette concentration dans les grandes métropoles ne mène nulle part. Il faut donc intensifier la décentralisation des services gouvernementaux vers les régions éloignées.

• Y a-t-il une quelconque objection, logique, technique, financière ou autre pour que l'administration de toutes les opérations de chantiers d'Hydro-Québec soit déménagée à Chibougamau et à Sept-Îles et que toutes les opérations aériennes soient centrées dans le cœur géographique du Québec, à Roberval, au même endroit que les avions-citernes pour combattre les feux de forêts? Toutes les infrastructures publiques sont en place. Sommes-nous moins méritants qu'Air Inuit ou Air Creebec? Qu'attendons-nous pour exiger ces redressements de situation de nos politiciens?

• Maintenant que le dispendieux canard de la SEBJ a été ressuscité de ses cendres, il faut le déménager au plus tôt vers Chibougamau. En effet, toute son implication est située seulement et exclusivement au nord du 49<sup>e</sup> parallèle sur le territoire conventionné. Le fait que son siège social soit à Montréal relève de l'incohérence totale. C'est ce genre de bêtise de la part des politiciens qui condamne les régions à l'indigence programmée. Y a-t-il quelqu'un qui oserait nous faire croire qu'il faut que ce siège social soit situé à mille kilomètres de sa base d'action et d'intervention? La SEBJ n'a strictement rien à voir avec la région métropolitaine de Montréal.

• Le lait, les animaux et les produits de la ferme, doivent-ils vraiment être envoyés à l'extérieur de la région? Est-on à ce point dépourvu d'imagination et de moyens? Tout commence dans l'imagination, ensuite il faut y croire

et travailler, travailler et travailler encore et même le soir après souper. Il y a un couple de héros nationaux dans le modeste rang Simple Nord de Saint-Félicien. Les propriétaires de la ferme Olofee<sup>5</sup> inc. Bernard Lepage et Bergerette Tremblay, se sont laissés aller à imaginer qu'il était possible de faire autre chose avec l'avoine plutôt que de l'envoyer à l'extérieur de la région, à travers les camions de madriers et les citernes de lait. Ils ont mis sur pied la première usine de flocons d'avoine au Québec. Madame Bergerette Tremblay a les yeux mouillés et la voix nouée d'émotion lorsqu'elle évoque comment la pluie vient amorcer le merveilleux miracle de la croissance de l'avoine. Cette avoine qui, une fois transformée, accomplira un autre miracle inexplicable de la vie en transférant ses propriétés énergétiques au corps humain à travers la nutrition. Pourtant, l'ombre de la faillite a souvent obscurci le radieux soleil qui contribuait au fonctionnement du miracle dans les champs de la famille, au nord du 48<sup>e</sup> parallèle. Les cliniciens et les scribouilleurs qui aiment bien qualifier les entrepreneurs avec des attributs tels que: désordonnés, impulsifs, incohérents et ayant des difficultés à communiquer ravaleraient leurs balivernes en rencontrant ces deux entrepreneurs: madame Tremblay leur exposerait le modèle conceptuel de planification humaine et stratégique qu'elle est en train d'implanter dans l'entreprise familiale. Il y a des « chârcheurs » qui cherchent en laboratoire des pistes d'entreprenariat, des avenues de développement régional; écoutez bien le conseil stratégique de Bergerette Tremblay: « Regardez dans votre panier d'épicerie. » Quel pourcentage de notre panier d'épicerie est produit dans la région alors que nous vivons

---

5. Terme de marine qui signifie : remonter dans le vent.



dans une région essentiellement agricole? Aujourd'hui, il y a sur les bancs d'école des jeunes qui seraient enthousiasmés par la réussite de cette famille, ils y trouveraient leur vocation de vie. La graine du miracle de l'entrepreneuriat pourrait être semée dans l'imagination de ces jeunes. Encore faut-il que nos commissions scolaires et les autres organismes aient la sagesse de faire le pont par l'émulation et des visites guidées. Il faudrait ériger un petit mausolée sur le bord de la route 169 avec des indications de visites guidées, des néons et des clignotants... Un timbre régional devrait être imprimé à leur effigie. Rien de moins. De plus, madame Bergerette Tremblay mentionne avoir reçu une grande faveur de Dieu: la famille a de la relève... Ces gens sont aussi en mesure de vous enseigner un autre secret, une autre vérité universelle, un autre scoop qui déclenche la formidable dynamique humaine de l'entrepreneuriat: Bernard Lepage s'impatiente souvent lors des réunions avec ses associés, soit son épouse et ses enfants: « Ben bon, on va arrêter de le dire et on va le faire! »

- Toutes les actions humaines prennent d'abord naissance dans l'esprit humain, sous la forme d'un rêve. Le travail et la persévérance font le reste. Un certain succès se manifeste et l'émulation est une technique qui a toujours fonctionné. Pourquoi n'aurions-nous pas un hebdomadaire consacré exclusivement à l'émulation de l'entrepreneuriat. Ce petit hebdo pourrait être parrainé par les bons clubs sociaux de la région. Il serait rédigé en collaboration avec les associations d'étudiants qui pilotent des micro-entreprises à succès. Nos commissions scolaires pourraient introduire un cours continu sur l'entrepreneuriat en commençant au primaire. Ce cours devrait être obligatoire à tous les niveaux et pour toutes les orientations. Il comprendrait des visites pédagogiques de tous les succès



industriels ou commerciaux de la région, petits, moyens et grands. Ce sont en effet les jeunes assis sur les bancs d'école aujourd'hui qui seront – ou non – les entrepreneurs de demain; ce sont eux qui déménageront – ou non – vers Montréal demain. Les futurs députés et ministres, les prochains détenteurs de leviers économiques sont actuellement sur ces mêmes bancs. Les adultes de la direction de l'hebdo pourraient nourrir continuellement les jeunes cerveaux avec les préoccupations à long terme d'une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, vous savez, ces efforts collectifs qu'il faut soutenir pendant vingt ans et plus... Les débouchés pour la pâte à papier et les produits dérivés du bois sont sur les bancs d'école, ayons l'humilité de solliciter leur aide; construisons-leur un centre de recherche à Saint-Félicien. De grâce, aidons-nous!

- La population des sept régions ressource de la province ne représente que 15% de l'ensemble de la population du Québec. Que l'on réduise de 60% la fonction tous azimuts des percepteurs de l'État; d'ailleurs, le processus de perception en lui-même doit dilapider au moins 15% du fruit qu'il produit. Un actuaire ayant accès à tous les livres et registres nous ferait la preuve comptable que l'État, non seulement ne s'appauvrirait pas, mais qu'il en sortirait gagnant dès le premier exercice comptable. Un comptable de profession et féru d'avancement social et politique comme M. Jean-Marc Bard nous confirmerait la viabilité de cette avenue d'autonomie régionale.

- Un peu plus loin, nous donnons une recette de développement et d'autonomie régionale. Pour ces objectifs, le gouvernement se pense obligé de devoir répondre avec une STRUCTURE impliquant des centaines de fonctionnaires alimentés avec la ponction de la sueur des régionaux.

- Il y a un vacuum d'émulation au Québec. La religion

a été détrônée de sa position dominante. Les valeurs qui l'ont remplacée ne donnent pas de garantie de promotion de l'avancement sociétal. Ce vacuum a été envahi par des valeurs socialistes présentées comme sociales-démocrates; un employé de construction qui rote ses deux grosses bières du midi, qui n'a suivi aucun cours pour accéder au marché du travail, doit gagner sa vie honorablement, mais une société qui le convainc qu'il doit gagner aussi cher qu'un professeur de cégep ou un médecin se tire dans le pied. La même chose pour les travailleurs de villes, les policiers et les pompiers. Nous n'allons nulle part avec ces idées qui continuent tout de même à s'imposer; pourtant, nous avons eu la preuve de leur ineptie avec l'effondrement du système socialiste de l'Union soviétique. C'est ce genre de nivellement par la base, de corrosion qui a amené l'implosion du régime. Remplaçons ce vacuum par une émulation totale, à tous les niveaux, de toutes les façons, sur toutes les tribunes par la promotion de l'entrepreneuriat. Faisons-en une religion dans les familles, les écoles, les cégeps, les universités et chez nos dirigeants. Il s'agit d'une meilleure avenue pour nous permettre d'avoir davantage de richesses à partager au service de la dignité humaine pour l'accomplissement de sa finalité ultime, rejoindre son Créateur. La société russe mettra un siècle à se remettre de ses avatars.

— Dans quinze ou vingt ans, nous aurions agi de façon tutélaire sur la vie socio-économique des régions. Nous aurions créé des conditions favorables pour que les graines d'entrepreneurs en dormance germent, ce qui permettrait du même coup à la magie de fonctionner par elle-même. Le taux de reproduction est trop faible en laboratoire.

— Un État est semblable à une personne. Les limitations les plus restrictives sont celles que l'on s'impose soi-même. Un État qui fait le même constat d'échec depuis quelque

trente ans et qui n'ose pas envisager d'essayer d'autres recettes se limite dans ses moyens de façon inacceptable.

Vous tous qui avez des enfants, des petits-enfants, ou qui en aurez un jour, osez rêver à des régions prospères, à des milieux de vie où il fait bon vivre, où vos enfants continueront près de vous la grande chaîne de la Vie. De grâce, cessez d'attendre après le gouvernement. Osez rêver, laissez tomber les *gratteux*. La prospérité est à la carte et elle fonctionne comme le REÉR; il faut y penser à l'avance.

#### *Des combats de titans*

Mes chers concitoyens de régions éloignées, camarades entrepreneurs et hommes d'affaires, sachez que nous aurons à livrer des combats de titans pour arracher notre dû à la machine administrative de l'État. Ceux qui n'ont pas les nerfs solides feraient peut-être mieux de ne pas prendre part à ce combat.

À l'assaut, mes braves régionaux. Fonçons sur la première tranchée creusée dans le bas de la falaise du cap Diamant: les grandes agglomérations concentrent 70% de la population et 80% de la députation. Gardez à l'esprit l'aqueduc et les égouts de Montréal.

Après la première tranchée, il y aura des survivants, quelques-uns devront probablement retourner chez eux; ils ont des familles à nourrir; ils n'ont pas, après tout, des ressources inépuisables, il y a une limite à guerroyer. Des entrepreneurs de région doivent payer leurs dépenses de voyage, eux... Ils ne peuvent pas manger dans les beaux restos autour de la Colline parlementaire; ils doivent se rabattre sur les excellents McDonald's, les pratiques Jim Bortons et les rapides Runaway le long de l'ancienne route 138.

Par contre, d'autres continueront l'escalade de la falaise.

Voici une autre situation. Je vous épargne une plomberie probablement aussi ténébreuse qu'incohérente pour résumer en vous disant qu'il y a un énorme arrosoir à pelouse à Ottawa - au Canada. Il s'agit de la SCHL, la digne, respectable et noble Société centrale d'hypothèque et de logement qui remplit tout de même une tâche importante socialement. Vous n'avez pas l'air de me croire... Comme vous êtes devenus cyniques!

De cette source au Canada part un boyau en dérivation vers la SHQ, Société d'habitation du Québec, au Bas-Canada, pour alimenter un arrosoir qui déverse des ondées providentielles sur les logements à prix modique en ce pays ci-devant désigné comme le Bas-Canada.

Ceux qui ont sous-estimé monsieur Parizeau derrière sa bonhomie joviale d'intellectuel aristocrate ont toujours eu des surprises. Il a l'œil, il est rusé et faites attention avant de halier sur sa chaîne. Certains l'ont appris à leurs dépens dernièrement! Tenez-vous-le pour dit. Toujours est-il que monsieur Parizeau s'était aperçu que, bien sûr, il y avait quelques fuites dans le boyau provenant d'Ottawa, qu'il arrivait une certaine quantité d'eau à l'arrosoir du Bas-Canada, mais que, pour une raison inexplicée par les lois gouvernant la mécanique des fluides, il n'en sortait pas vraiment assez à l'autre bout.

Nous ne savons pas vraiment qui s'est occupé, en première main, de la plomberie, mais il avait été décidé, en 1985, que la Corporation Waskahegen - logements - serait financée à 75% par la SCHL et à 25% par la SHQ. Il s'agit d'une OSBL, organisation sans but lucratif, fondée il y a 31 ans. Le premier siège social était situé à Montréal, il a déménagé vers Maniwaki, puis vers Mistassini au Lac-Saint-Jean. La Corporation Waskahegen a mis sur pied depuis 2 500 logements à prix modique dans environ 80 villes du Québec. Waskahegen dispense plusieurs types de

services à ses membres dont du parrainage, de l'encadrement pour des entreprises collectives, etc. Environ 25 000 personnes bénéficient des services de la Corporation Waskahegen.

C'est ici que l'action commence. Les ressources financières de la Corporation Waskahegen, qui transitent à 25% par la SHQ, voilà qui est suspect! Ce qui devait arriver arriva. Les fonctionnaires de la SHQ se sont engagés dans des manœuvres d'encadrement administratif des activités de la corporation à un point tel que l'opération s'est transformée en un enlèvement pur et simple, un rapt. Les fonctionnaires de la Vieille Capitale n'acceptaient tout simplement pas que l'opération et le contrôle d'une corporation leur échappent, et, qui plus est – c'était ajouter l'injure à l'insulte –, que son siège social soit situé dans une négligeable bourgade de régionaux.

Le président de la corporation Waskahegen est, somme toute, un personnage bien modeste, il est trop occupé à parcourir des milliers de kilomètres afin de réunir et rencontrer les membres de l'organisme pour faire l'épanchement de ses émotions sur les tribunes publiques. Ce brave président a malheureusement quelques tares qui font qu'il ne devrait pas, techniquement, *fitter* dans le décor, des tares assez difficiles à pardonner. Il n'a usé que très peu de pantalons sur les bancs d'école et il a eu la dignité de manier la scie mécanique pour gagner sa vie à une certaine époque.

Sa dernière tare est encore pire: ce président de Waskahegen appartient à un groupe que Nathalie La Presse Petrowski désigne sous le vocable suivant: « le prolétariat suburbain le plus misérable d'Amérique du nord »; des poussières, ils ne sont que 25 000 au Québec.

Si j'ai bien compris, il s'agit d'une sous-espèce, une

dérive génétique entre le pur Innu<sup>6</sup> et le visage pâle payeur de taxes. Ce sont les hors-réserves. Les métis de Louis Riel. Hors-réserves! Bien malin est celui qui peut dire s'il s'agit d'une délivrance ou d'une stratégie douteuse. Des coquins s'empresseront d'ajouter qu'ils paient des taxes; oui, ils se font tailler comme toutes les brebis du troupeau par les taxes à la consommation, mais très rares sont ceux qui se qualifient pour l'imposition sur leur revenu.

Et dire que je pensais que nous avions été débarrassés du système de castes<sup>7</sup> avec la Charte des droits et libertés.

Revenons à notre assaut du cap Diamant, le président de la Corporation Waskahegen monte à la charge avec nous pour défendre nos intérêts régionaux. Les fonctionnaires l'ont reconnu: 433 chefs d'accusation de fraude. Transporté à l'urgence, il a attendu dans le corridor pendant trois jours son tour d'être examiné; ce n'était pas vraiment important puisqu'il était socialement mort.

Au Ministère, on s'est aperçu de la bavure et les gros canons ont été mobilisés pour sauver la face. Pour restaurer l'honneur du président de la Corporation Waskahegen? Non, pour sauver la face. C'est ici que le président nous a refusé sa collaboration, car il est lié par une entente de non-divulgaration et de non-collaboration... Nous avons dû affecter une stagiaire pour faire la recherche dans les archives de la presse régionale. Le dossier s'est avéré impressionnant; il y a assez de substance pour au moins quatre ou cinq exécutions...

Imaginez la situation. Une personne, non sur ses

---

6. Les Innus sont 13 000 au Québec, répartis dans neuf communautés.

7. Vous êtes-vous déjà demandé à quelle caste sociale vous appartenez? Fonctionnaires – Politiciens – Crime organisé – Ultra-syndiqués – Non-autochtones Travailleurs autonomes – Salaires bas à minimum – Chômeurs – BS – Hors-réserves – Une des nombreuses castes autochtones – Payeur de taxe? Trudeau devait nous avoir débarrassés des castes avec sa charte...

gardes, se fait piéger et tombe dans un panier de crabes, et pas des crabes pee-wee. Un panier de crabes est souvent tressé en fibres d'osier et, de ce panier, des sons, des secousses, des odeurs et des petits liquides s'échappent, autant d'éléments pour la presse écrite et parlée. Affaire probablement très ténébreuse... Les excuses publiques ont été assez timides...

Le coup classique de l'oreiller de plumes dispersées au vent a tout de même bien fonctionné. Ramassez les plumes maintenant. Durant tout le reste de sa vie, ce président croisera des gens qui lui souriront, certes, mais parmi ces personnes, au moins 40% penseront en silence : « Ouiiiiii... maissss! Moi, Pierre Lajoie, je suis bien placé pour comprendre. »

Le président de la corporation Waskahegen m'a fait savoir dernièrement qu'il était disposé à faire front commun avec nous pour tout dossier régional – économie et emploi – et qu'il était partant pour une autre escalade du cap Diamant; son organisation n'arrive pas à éponger les besoins sociaux criants des membres de sa confrérie. Les personnes habitant dans des belles maisons arrivent difficilement à imaginer qu'un logement décent, un toit sur la tête est une question plus que primordiale pour des gens qui ont été expulsés, éjectés du système dans lequel on peut recevoir un salaire en échange d'un travail. Nos préoccupations sont d'un autre niveau.

Pour les entrepreneurs régionaux, la vie, la survie n'est pas de tout repos. La plupart du temps, ils doivent faire les funambules sans filet. « Signe ici une petite hypothèque inoffensive sur ta maison, un petit transfert général de créances juste au cas où... »

Les entrepreneurs régionaux n'ont pas une sécurité éternelle d'emploi ni une pension pour une vie et demie distillée de la sueur des pauvres et de la dette de l'État.



Coup de chapeau à un entrepreneur qui réussit à attraper quelques miettes qui tombent providentiellement d'une table et le soutiennent dans sa lutte pour créer des emplois... Un petit tuyau à ceux qui attendent leur chèque de chômage: vous feriez peut-être mieux de ne pas trop compter sur le gouvernement pour vous trouver un job... collez-vous plutôt sur les entrepreneurs.

Au chapitre 16, nous introduirons quelques réflexions sur le rôle que pourraient jouer les autochtones dans le développement régional. Ce rôle est par contre menacé. Tout se jouera dans les mois à venir...

Pour terminer, j'ai imaginé la structure d'une recette gagnante. Elle pourrait nous permettre de gérer nous-mêmes une partie de ce qui a rendu, jadis, notre région attrayante, à savoir ses énormes pouvoirs hydroélectriques.

## **LA SAGUENAY POWER!**

Nous utiliserons ce titre pour des raisons historiques, économiques et logiques. Il en va de même, à peu de choses près, pour les autres régions.

### *Raisons historiques*

- La Saguenay Power a été la première compagnie à distribuer, à grande échelle l'hydroélectricité au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Le Saguenay a toujours été depuis des siècles et continue d'être une voie d'eau navigable. Le trafic maritime y est d'ailleurs en augmentation.

### *Raisons économiques*

- Le Saguenay constituait pour les autochtones un segment de la route des fourrures. Il avait donc un impact économique pour eux.
- Cette magnifique rivière a eu la même signification économique pour les populations de régionaux qui sont venus s'établir ici à partir de Charlevoix.
- Une bonne proportion des produits de nos usines et nos ressources naturelles quittent par le Saguenay pour aller de par le monde. En contrepartie, des matières premières y arrivent en provenance de partout pour alimenter les procédés de nos usines.
- Presque toutes les rivières du bassin hydrographique du Lac-Saint-Jean, le lac Saint-Jean lui-même et le Saguenay viennent tout juste de terminer leur importante mission économique de porteurs de billes de bois.
- Des barrages nous ont offert l'énergie électrique dans nos maisons et nous ont permis de prendre part à la

révolution industrielle qui semble se maintenir pour nous donner accès à la prospérité.

- Les villes qui ont conservé leurs équipements de production et de distribution électrique y ont puisé des revenus intéressants au fil des années.

- Les retombées économiques des activités et sports reliés à l'eau font en sorte qu'il s'agit d'un apport économique incontournable. Pour l'instant, nous sommes un peu lents à découvrir comment nous pourrions harnacher l'eau gelée sous forme de neige pour mousser l'activité économique, mais nous y parviendrons.

#### *Raisons logiques*

- Un fermier possède ses champs, des animaux et des instruments aratoires. Un pêcheur possède des instruments de pêche et un accès à certains plans d'eau. Une famille possède un ensemble de biens. Une industrie possède en propre des bâtiments, des équipements et un ensemble de procédés. Une ville possède des infrastructures de tous genres. Des communautés humaines possèdent des biens en commun.

- Pour toutes ces raisons, il faut impérativement aux régions ressource un capital auto-généré à partir de ses ressources pour commencer à se prendre en mains. Même les politiciens constatent l'échec des politiques et interventions gouvernementales déployées jusqu'à ce jour à l'égard des régions. Nous proposons une solution facilement réalisable. Nous voulons tout simplement cesser d'être des mendiants qui convoitent leurs propres ressources.

#### *De porteur d'eau à...*

Notre relation avec l'eau a été plus dominatrice que nous ne sommes disposés à le réaliser de prime abord.

Après la Conquête, nous avons été des « PORTEURS D'EAU » et il nous a fallu environ deux cents ans pour nous extirper de cette entrave. Nous nous sommes libérés physiquement et économiquement du joug du porteur d'eau, mais il n'est pas sûr que nous nous en soyons libérés mentalement. Plusieurs croient encore qu'il est normal que les jeunes quittent les régions...

Nous hésitons à croire en nous, en notre avenir, en nos capacités. Nous tergiversons sur la direction de notre société, nous ne sommes pas vraiment persuadés de pouvoir influencer ni sur la dynamique ni sur la trajectoire. Nous avons tellement hésité que d'autres sont venus pour s'occuper de nos ressources. À part certaines exceptions, ou le fait de quelques entrepreneurs, nous avons attendu que des grandes compagnies viennent nous apporter une « prospérité minimale pour faire l'épicerie », mais ces grandes compagnies n'avaient pas vraiment la même idée que nous en tête. Elles voulaient effectivement notre bien et elles ont pris les dispositions pour l'avoir. Même que beaucoup de Contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) appartiennent à des étrangers...

Nous avons ensuite sombré dans une autre variante de la profession de porteur d'eau. Nous sommes devenus les PORTEURS D'EAU DU GOUVERNEMENT. Nous sommes les porteurs d'eau par le niveau d'imposition et de taxation, par la fuite de nos ressources humaines, de nos ressources premières et financières.

Il est encore possible à chaque région de corriger la trajectoire et d'influer sur la dynamique socio-économique des régions. Pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, voici comment nous allons nous reprendre en mains.

Rappelons-nous notre histoire, chaque fois que nous nous sommes fait porter par l'eau, nous avons prospéré, nous avons fait des bonds en avant. Cessons totalement et

complètement d'être des porteurs d'eau et faisons-nous à nouveau porter par l'eau.

#### *L'instrument de libération*

Nous allons contraindre nos politiciens à instaurer un cadre légal qui permettra aux régions ressource qui le souhaiteront de former une Dotation régionale énergie & ressources. (DRÉR)

#### *But*

Posséder, regrouper, créer ou développer des ressources régionales afin de les exploiter pour en tirer des bénéfices régionaux et nous donner les ressources financières qui permettraient de prendre en main notre développement social, économique, humain, municipal et territorial.

#### *En remplacement de...*

Ce levier économique se substituerait à l'ordre établi actuel, soit le processus institutionnalisé, étatisé de spoliation, d'exaction, de dérive, d'écoulement de nos ressources humaines, naturelles et financières vers les grands centres. On nous « prend » pour venir nous en « redonner en partie » et nous disons merci. Même qu'on a diverti Hydro-Québec de sa mission pour la faire jouer au père Noël en distribuant des oboles dans toutes les municipalités et des cataractes de dollars en douce aux autochtones.

#### *Comment?*

Nous allons cesser de mendier des permissions de tous les groupes de pression qui n'habitent même pas notre territoire et nous allons nous prendre en main. Nous allons harnacher harmonieusement avec le minimum d'impact environnemental nos petites rivières qui présentent un po-

tentiel économique. La Dotation régionale énergie & ressources sera la propriétaire légale de tous ces actifs de production, car nous les financerons par le biais de nos hommes d'affaires, et du financement public régional<sup>8</sup>. Nous n'augmenterons pas la dette d'Hydro-Québec. Rapidement, il y a deux barrages sur la rivière Chicoutimi, deux sur la rivière aux Sables, et quatre autres petits barrages potentiels.

Nous sommes déjà propriétaires d'une proportion du barrage qui sera construit sur la Péribonka, et, à ce titre, notre région a droit à une redevance pendant toute la durée de vie active de ce barrage.

Nous sommes écœurés d'être à la remorque des opinions de tout le monde pour le harnachement de l'Ashapmachouane. Nous n'avons rien à faire de leur point de vue, car il s'agit de notre cadre de vie, de celui de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous allons tenir un référendum régional et, si les résultats sont positifs, nous harnacherons cette magnifique rivière. Profitons-en pour contrer le plus grand mensonge des écologistes: même harnachée, l'Ashapmachouane aura le même potentiel récréo-touristique que maintenant. Avons-nous vraiment perdu toutes les rivières que nous avons harnachées? Les groupes financiers de la région, les fonds des syndicats, le financement public seront invités à participer à une proportion du financement. On pourra même émettre des obligations pour le financement de l'Ashapmachouane que tous pourront acheter, même les petits épargnants. Ces obligations seront plus sûres que les marchés actuels.

---

8. Nous sommes capables de faire du financement public régional. Nous avons souscrit un milliard de dollars avec la formule de la Caisse d'entraide économique avant que l'aventure soit torpillée par la conjoncture économique et par les grandes institutions financières.

Nos entreprises seront les maîtres d'œuvre de ces ouvrages et nos ressources régionales les construiront.

Nous prendrons possession des droits de coupe sur les ressources forestières de notre espace de vie et nous bénéficierons collectivement de ces retombées économiques. Il en va de même des droits miniers et des droits des carrières.

#### *La mécanique des chiffres*

Les ressources nettes serviront pour les fins suivantes :

- Une banque de capital de risque pour le financement de projets majeurs.
- Un fonds pour la valorisation structurée de l'entrepreneuriat. Cette valorisation devrait avoir une vision, des clientèles cibles, une planification stratégique rigoureuse et, surtout, avoir les moyens de ses ambitions. La valorisation de l'entrepreneuriat est maintenant une science.
- Un fonds pour aider les différentes fondations des hôpitaux de la région pour l'achat d'équipements médicaux de pointe.
- Un fonds pour venir en aide financièrement aux événements socio-économiques qui sont plus souvent qu'autrement des générateurs de retombées économiques et sociales pour la région dans son ensemble :

Les Grands Spectacles à La Baie.

Les grandes fêtes d'hiver à Chicoutimi et à Jonquière.

Les grands festivals du nord du Lac.

La promotion de la vélo-route.

Les Fêtes gourmandes à Delisle.

Les Grands Jardins de Normandin.

Le Jardin zoologique de Saint-Félicien.

La Traversée internationale du lac Saint-Jean.

Le Village fantôme de Val-Jalbert.



Et autres événements induisant des retombées économiques.

- Création d'une infrastructure de « sentiers » et son entretien pour le sport de la motoneige, ce qui mettra fin au « zignage » périodique et récurrent en début, en milieu et en fin de saison... Tous les leviers économiques sont les bienvenus.

- Un fonds pour un certain type de détresse sociale mais qui n'empiète pas sur les missions des autres organismes.

- Un comité régional à direction transparente présiderait aux allocations des fonds pour les besoins que nous venons d'énumérer.

### *Équité sociale*

La somme nette des ressources financières divisée par le nombre d'habitants de la région nous donnera un montant per capita pour le développement régional. Ce capital per capita pourrait être pondéré par un facteur de trois pour les autochtones et les hors-réserves. Ces concitoyens partageant avec nous le même espace de vie seraient nos partenaires sur un pied d'égalité. Il nous faut maintenant parler en termes de montant per capita. Finie l'époque des cadeaux aléatoires qui mettent à contribution toujours le même perdant : le payeur d'impôts et de taxes.

### *Quand?*

Nous commençons maintenant. Tous les propagandistes que nous interpellons peuvent débiter la réflexion et songer à un plan d'action.

### *Les propagandistes*

Voici ceux qui pourraient contribuer sur une base

volontaire à cette campagne visant à saisir nos leviers économiques :

- Les animateurs de radio et de télévision.
- Les journalistes.
- Les associations d'étudiants – Leur avenir.
- Les Chambres de commerce.
- Les clubs sociaux : Kiwanis, Richelieu, Lions, Rotary.
- Les Chevaliers de Colomb ont un impact social très considérable même en périphérie de leur mission.

Tous les autres groupes qui doivent toujours mendier des fonds pour poursuivre leur action sociale respective.

Nous pouvons amorcer maintenant notre projet qui prendrait environ cinq années pour se réaliser à 50%. L'Ashapmachouane pourrait prendre plus de temps, deux années pour poursuivre les études déjà avancées et six années pour la construction par nos maîtres d'œuvre régionaux..

Pour conclure, tous les voyages commencent par le premier pas. Nous sommes capables de faire ce premier pas vers la réalisation de notre Dotation régionale énergie & ressources, la DRÉR. Nous sommes capables de nous prendre en main. Avant de devenir les porteurs d'eau du gouvernement, avant la phase de l'endettement social, nous avons fait des réalisations collectives impressionnantes, des églises, des arénas, et centres urbains et bien d'autres choses encore. Les gens d'ici, comme dans toutes les autres régions ressource en possession de leur destin et de leurs ressources, ont montré ce qu'ils pouvaient réaliser dans le passé. Les régionaux, s'ils reprennent leurs leviers économiques, le peuvent encore et le pourront davantage. Faisons-le pour nos petits-enfants. Pour nos enfants, il est trop tard, nous leur laissons des dettes et une autoroute,

bientôt à doubles voies pour converger vers les grands centres derrière les camions transportant nos ressources.

Nous avons manqué trop de rendez-vous avec le développement régional – ne manquons pas celui-ci à compter de maintenant. Je m’engage à en parler à 20 personnes autour de moi; un annonceur radio pourra le faire avec 150 000 auditeurs et un journaliste avec 100 000 lecteurs.

Les gens des autres régions éloignées sont aussi débrouillards que nous, ils auront eux aussi leur Dotation régionale énergie & ressources.

## Chapitre 13

### La remontée

En avril 1992, monsieur Edmond Larouche arrivait de Miami, lorsqu'il entendit parler de mes déboires. Il cogna donc à ma porte en compagnie de ses deux fils et laissa tomber simplement : « Ça fait huit ans que nos chemins ne se sont pas croisés, mais je vais t'aider et je ne te lâcherai pas. Si tu as des projets à entreprendre, on est là. Il est urgent que tu sortes de ton lit et que tu recommences à vivre. L'engagement vaut aussi pour mes deux gars. Si jamais il m'arrivait malheur, ils vont te donner le même soutien. » Et nous nous sommes donné la main; ce qui représente encore, à mon avis, le meilleur contrat.

Une embellie, pour reprendre un très beau vieux mot français : une éclaircie dans un ciel encore chargé de nuages, mais où un peu de soleil pointait. Nous nous étions accordé quelques jours de réflexion. C'était pour moi une délivrance de penser à autre chose qu'à mes maudites difficultés, et une renaissance de pouvoir calculer de nouveau comme un entrepreneur. LMB, mon ancien bébé, possédait à l'époque trois laboratoires en ingénierie et analyse des sols et de l'eau : Éco-Sag, situé à Jonquière et qui se spécialisait dans les analyses physico-chimiques; Métriclab, installé à Saint-Eustache, dont la raison d'être était la géochimie; Techmat, du Saguenay, dont les activités tournaient autour des techniques des sols et bétons et de l'hydrologie.

Techmat a été racheté par ses employés et Métriclab sera vendu à des gens de Montréal. Éco-Sag m'intéressait pour plusieurs raisons : il était localisé à Jonquière; je croyais à l'avenir des analyses physico-chimiques; le groupe de techniciens y était particulièrement compétent et

dévoué. De plus, ma fille Ann, biochimiste et microbiologiste de formation, y était directrice générale.

Aujourd'hui, Éco-Sag a pratiquement cessé toute activité. Avec le support de la majorité des employés de ce laboratoire, nous avons décidé d'ouvrir notre propre laboratoire, Éco-Santé, dans un local de la rue Saint-Félix, à Jonquière. Nous tenions à introduire le mot « santé » à l'intérieur de la raison sociale, car je crois fermement que, dans un avenir rapproché, toutes les analyses médicales se feront par l'entremise de laboratoires privés. Année après année, le secteur public nous fait la preuve qu'il lui est, à toutes fins utiles, impossible de contrôler ses coûts, et lorsque l'on ne contrôle pas ses coûts, on peut rarement contrôler la qualité : nous parlons de votre sang. Le secteur privé a de meilleures performances dans ce domaine; nous le savons tous, mais nous n'osons pas y recourir pour l'instant au nom de je ne sais plus quel principe. Nous serons patients.

Pendant les mois de juillet, août et septembre 1992, les anciens employés d'Éco-Sag vont nettoyer, aménager, peindre nos locaux abritant auparavant une entreprise qui travaillait le granit. En septembre 1992, ce fut l'inauguration en grande pompe. C'était pour moi l'occasion de renouer avec la vie publique après plusieurs mois de retrait partiel, si je fais la comparaison avec mes activités professionnelles d'avant le putsch chez LMB ou comme bénévole.

La presse, qui ne m'avait pas épargné, ne m'épargnera pas. Elle titrait : LAJOIE REPART EN AFFAIRES... Nous nous retrouvons quatre actionnaires : les deux frères Larouche, moi-même et ma fille Ann, qui agissait et agit encore comme directrice générale. J'avais, sans rémunération, la responsabilité du développement. Nous avons comme clients cibles Alcan, les papetières, les scieries... Nous nous

sommes d'abord consacrés aux analyses de l'eau et du sol. Nous avons ajouté l'air à partir de 1998.

Et nous avons engendré un succès, non sans peine, mais qui demeure certain. Je ne veux pas enterrer les lecteurs sous les chiffres, mais voici quelques indications: nous avons acheté pour plus de 500 000 \$ d'équipement; de 1992 à l'an 2000, nous avons doublé le personnel.

En plus de ma réintégration dans le monde des affaires, je me préoccupais aussi de laver un peu mon image dans la communauté. En 1993 et 1994, j'allais travailler activement à la mise sur pied du premier Centre d'entrepreneurs sur l'île de Montréal, pendant la fusion de la Chambre de commerce et du *Board of Trade*.

À l'été 1994, pendant deux semaines, j'allais remplacer un des animateurs-vedettes de CKRS-Radio à l'époque, monsieur Jacques Cayer, à son émission du midi. J'ai pu constater alors que ma notoriété était encore bonne, et beaucoup d'auditeurs m'ont assuré de leur respect et de leur confiance. Cela m'a fait chaud au cœur.

Permettez-moi tout de même de raconter une anecdote qui illustre un peu le genre de problèmes nouveaux auxquels j'étais confronté. Je vous ai raconté qu'on m'avait sans élégance montré la porte de LMB avec pour seule compensation vingt-six semaines de congé de maladie. À la fin d'août, je me présentai donc au chômage. Je me souviens avoir garé mon auto sur le premier emplacement visible du parking et m'être fait apostropher vertement par un gardien: « T'as pas le droit de stationner là! » J'avais une Buick Summerset. Lorsque je conduisais une Mercedes, je pouvais me garer n'importe où... Sans rien entendre.

Bien ressaisi de mon engueulade, je pénétrai dans l'édifice. J'étais le seul client à porter un complet et une

cravate. Le patron me reconnut et il me fit signe de monter directement à son bureau. La semaine précédente, le laboratoire Éco-Santé avait fait une demande pour des techniciens, et il croyait que c'était la raison de ma visite... Lorsque je lui appris que je venais comme futur bénéficiaire, il eut un sourire gêné et me signifia que je devais redescendre pour attendre dans la file... Plus tard, pendant mon procès, je recevrai la visite de deux inspecteurs d'Emploi et Immigration, très polis, qui m'apprendront que je n'avais plus droit à mes prestations puisque, étant retenu par un procès, je n'étais pas disponible à l'emploi... Je leur devais donc 1 200 \$, car j'avais fait de fausses déclarations en indiquant ma disponibilité alors que j'étais devant le tribunal... Je rembourserai cette somme à 100 \$ par mois pendant douze mois.

Un autre événement survint. Moins anecdotique, celui-là. Plus lourd de conséquences dans le temps. Lorsque j'enseignais à Roberval, Val-Jalbert me fascinait. J'y avais entraîné des étudiants membres du Club des jeunes naturalistes pour la cueillette de plantes et de fossiles et l'exploration des cavernes et des gorges de la Ouiatchouan. J'avais même écrit à l'Office national du film pour proposer un projet de long métrage.

À la fin des années 1980, LMB avait connu quelques ratés. La firme avait laissé passer une occasion d'affaires en or en refusant ma suggestion d'acheter la petite centrale Kanada de Mont-Laurier. Ce n'était pas dans notre domaine, disaient mes associés. De même, nous n'avions pu obtenir la Cartonnerie Jonquière. Le segment était prometteur puisque les frères Lemaire sont en train d'y construire un autre empire... Mes associés n'avaient pas confiance en ma vision.

J'avais l'envie et le besoin d'entreprendre un projet et de le mener à terme.



À l'époque, le gouvernement provincial, sous la gouverne de Mme Lise Bacon, avait décidé de promouvoir une politique de production hydroélectrique par de petites centrales, construites et gérées par l'entreprise privée. Le temps des grands projets de type Baie-James était terminé. Une phrase de René Lévesque me revint à l'esprit; je la cite de mémoire: « En plus d'être belles, les petites rivières devraient pouvoir nous faire bénéficier de l'énergie qu'elles possèdent. » Et, évidemment, je me suis souvenu de la fameuse chute de Val-Jalbert.

En 1989, je mets sur pied MCQ-Hydro-Canada et je rencontre les dirigeants de la SEPAQ qui gèrent les installations récréo-touristiques du Village fantôme. Nous signons un protocole d'entente qui leur assure, ainsi qu'aux populations de la MRC Domaine-du-Roy, des retombées plus qu'intéressantes contre la permission de construire deux turbines sur la rivière qui traverse le site. Une partie seulement du débit de la rivière serait canalisée dans un tunnel qui conduirait l'eau à la centrale souterraine près du canal de fuite dans le lac Saint-Jean. Aucune infrastructure n'aurait été visible de l'extérieur. La vocation récréo-touristique du site n'aurait subi aucune altération.

Jusqu'à 1991, les relations avec la SEPAQ, la MRC et le gouvernement sont cordiales et transparentes. De partout à travers le monde nous arrivent des offres de financiers intéressés à investir. En 1991, c'est le début de la crise chez LMB. Est-ce une coïncidence? C'est le moment que choisit le gouvernement pour s'interroger... Et il enclenche un débat sur la gestion privée ou publique des ressources hydroélectriques.

Il n'y a pas eu d'appels d'offres! C'est le nouveau message en provenance de Québec. Dorénavant, il y aura donc appels d'offres... MCQ-Hydro-Canada répond donc à

toutes ces contraintes administratives pour la Chute-à-Martine de Desbiens. Les Montagnais également. De même que GE Capital en consortium avec SOCCRENT. Ce consortium obtiendra le droit de construire et de gérer. Mais, pas plus que nous ne pourrons le faire à Val-Jalbert, ces derniers soumissionnaires ne pourront réaliser leur projet.

Le Parti québécois, qui venait de reprendre le pouvoir, instaura la Commission Doyon sur le développement hydroélectrique. En 1993, le projet de Chute-à-Martine sera renvoyé aux limbes pendant que d'autres projets semblables se concrétiseront dans la province. MCQ-Hydro-Canada devra, entre autres, faire face au BAPE, le Bureau d'audiences publiques pour les projets à impacts environnementaux. Il suffit qu'un citoyen écrive une demande cohérente au ministre pour qu'on mette automatiquement ce processus en branle. Dans notre cas, nous avons droit au BAPE parce que notre projet - 24,8 Mw - égalait ou excédait 10 mégawatts; s'il n'avait généré que 9,9 mégawatts... Un syndicaliste de l'Hôtel-Dieu de Roberval avait donc envoyé une lettre et, de plus, les Amérindiens protestaient à haute voix: ils réclamaient la chute de Val-Jalbert; n'était-elle pas sur leur territoire ancestral? Deux ans plus tard, les Montagnais obtiendront une centrale sur la rivière Mistassini, sans appel d'offres, évidemment. Si André Caillé pouvait parler... J'espère qu'il écrira ses mémoires. Les gens léthargiques de la région sont demeurés estomaqués devant le fait accompli. Les Montagnais détendront 51% des actions, alors qu'Hydro-Québec aura assumé une large proportion des coûts... Bravo à Hydro-Ilnu. Je reproduis ci-après deux lettres qui éclairent la démarche: la mienne pour une Approche commune et leur réponse. Ceux qui ont des illusions sur l'Approche commune et les fumistes qui veulent les entretenir n'ont qu'à bien analyser le contenu de ces deux lettres...

**M.C.Q.**  
**HYDRO-CANADA**

Jonquière, 10 avril 1991

**Conseil des Montagnais du Lac St-Jean**  
151, rue Ouatichouan  
Mashteuiatsh (Québec)  
G0W 2H0

A l'attention de Madame Colette Robertson  
Société de Développement Economique  
de Mashteuiatsh

Madame Robertson,

A deux reprises déjà, dont une fois à Monsieur Rémi Kurtness et une autre fois à vous-même et à Monsieur Jos Cunial, nous avons eu l'occasion d'exposer notre projet de construction d'une mini-centrale de 25 mégawatts sur la rivière Ouatichouan. En même temps, nous avons proposé au groupe Montagnais de participer à la réalisation de ce projet. Nous avons aussi ajouté que nous aimerions développer d'autres projets hydroélectriques de la même manière.

En ce qui concerne Val-Jalbert (rivière Ouatichouan), vous devez savoir qu'à ce jour, le projet de 25 mégawatts a été accepté par la Société des Etablissements de Plein Air du Québec et par le Ministère de l'Energie et des Ressources. De plus, tout récemment, nous avons obtenu d'Hydro-Québec un protocole ferme sur l'achat de l'électricité. Actuellement, nous produisons notre étude d'impact, conformément à une directive spécifique du Ministère de l'Environnement du Québec. Nous serons heureux de vous montrer les documents auxquels nous référons.

En outre, nous avons déjà obtenu par résolution, l'appui de toutes les municipalités du territoire, celui de la MRC du Roy et enfin, l'appui de nombreux organismes et sociétés du milieu.

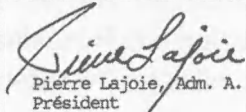
Le projet de Val-Jalbert repose sur une analyse technique et une étude de faisabilité très fouillées réalisées par un groupe d'experts reconnu à tous les niveaux, que ce soit à l'Hydro-Québec ou ailleurs, dans le domaine de l'ingénierie et de l'hydroélectricité.

A ce jour, bien que nous n'ayons pris aucun engagement définitif, le financement a trouvé preneur auprès d'institutions financières majeures.

Nous avons toujours affirmé que notre entreprise aurait une attitude d'accueil pour des partenaires régionaux. Aujourd'hui encore, nous sommes toujours en attente d'une offre quelconque. A cet égard, il vous appartient donc de manifester votre intérêt.

Agrérez, Madame Robertson, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

MCQ HYDRO-CANADA INC.

  
Pierre Lajoie, Adm. A.  
Président

CONSEIL  
DES  
MONTAGNAIS  
DU LAC ST-JEAN



MAIATAWA NIS NICHENES C'EST FINCHER SON PEUPLE

Mashteuiatsh, 15 mai 1991

**M.C.Q. HYDRO-CANADA INC.**  
*Monsieur Pierre Lajoie, président.*

Monsieur Lajoie,

Pour faire suite à votre lettre du 10 avril dernier, permettez-moi d'abord de vous remercier de l'intérêt que vous manifestez à l'égard d'une implication éventuelle des Montagnais dans le développement hydro-électrique, par l'implantation de mini-centrales sous la gouverne de M.C.Q. HYDRO-CANADA INC.

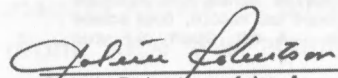
Quand on parle de développement sur nos territoires, il faut évidemment amener les occupants de ce territoire à s'intéresser à ce même développement. Mais comme vous en conviendrez, nous n'avons cédé ces territoires à quiconque, et nous sommes encore ceux qui avons le dernier mot sur son développement.

Vous comprendrez certes que notre volonté de s'affirmer est parfaitement légitime et que pour les Montagnais de Mashteuiatsh, le développement en territoire est devenu une priorité. Ce que nous désirons, c'est de pouvoir développer ce même territoire, dans l'harmonie de l'environnement et de nos valeurs.

Nous piloterons en tout droit ce dossier indépendamment de vos démarches et de vos actions. Veuillez bien considérer la présente intervention, comme étant une intervention positive, permettant à la communauté de Mashteuiatsh de se créer un développement à l'image de nos valeurs intrinsèques.

Je vous prie de recevoir, monsieur Lajoie, l'expressions de mes salutations très cordiales.

La directrice du Développement économique,

  
Colette Robertson, Adm. A.

cc: Directeur général, Conseil des Montagnais du Lac St-Jean

Siège Social  
151, Oulatchouan  
Mashteuiatsh  
Québec G0W 2H0  
Tél: (418) 275-2473  
Télécopieur:  
(418) 275-6212

‣ Dans le Québec contemporain, les deux plateaux de la balance n'ont pas le même poids... Nous voilà donc devant le BAPE. Au début, c'est un débat d'experts et de fonctionnaires: tout va très bien. Nous avons amplement satisfait toutes les exigences d'études environnementales, et nos mesures de mitigation de l'impact environnemental étaient non seulement acceptables, mais novatrices. Sans parler des retombées économiques pour le milieu. Puis vint le temps des mémoires des particuliers et des groupes. La majorité s'opposaient au projet; entre autres, un des syndicats de l'Hôtel-Dieu et les Montagnais dont nous spoliions le territoire sacré; ces oppositions n'ont pas été une surprise totale. Mais l'opposition venait aussi de la part d'organismes dont la prise de position était beaucoup plus étonnante: la MRC Domaine-du-Roy, qui, pourtant, avait soutenu nos efforts dès le début et qui avait même changé son schéma d'aménagement, ce qui n'est pas peu de chose, pour nous accommoder; et la ville de Roberval par l'entremise de son coloré maire...

‣ Les audiences du BAPE ont pris fin. Semble-t-il que le peuple avait parlé, et le projet était sabordé. Et plusieurs ont savouré leur victoire.

‣ Examinons en détail la nature de leur victoire. Le projet de harnachement de la chute de Val-Jalbert comprenait deux volets compensatoires. Le premier consistait à assurer une redevance annuelle de quelques centaines de milliers de dollars, pendant cinquante ans, pour le Jardin zoologique de Saint-Félicien. Cette infrastructure touristique est une réalisation grandiose et combien héroïque. Les touristes de toutes provenances sont unanimes dans leur enthousiasme. Elle est toutefois l'otage de deux ou trois fins de semaine de belle température pendant la saison d'été qui déterminent si elle fera un profit ou un déficit. Ce jardin zoologique est un bijou dans un écrin,

mais ce n'est pas assez pour assurer sa viabilité, la beauté seule ne suffit pas.

Nous sommes habitués dans la région à l'annonce pathétique et en grande pompe que le Zoo est aux « soins intensifs ». C'est le déclencheur : une armée de bénévoles ainsi que les traditionnels clubs sociaux de la région partent en campagne de financement pour assurer la survie financière du Zoo. Tous les pères Noël à subventions du fédéral et du provincial paradent alternativement ou simultanément, mais toujours triomphalement, avec un chèque. Malheureusement, l'abonnement aux subventions ne devra jamais s'interrompre, car les employés risqueraient de se passer de paye certaines semaines. La quantité d'énergie engagée par des bénévoles est tout simplement astronomique, et surtout édifiante, pour réussir, campagne après campagne, à mendier la survie de ce zoo. Entre autres, un certain Robert Lamontagne, dont il a été question plus avant, y a consacré plusieurs années de bénévolat. Voilà pour le premier volet. Bravo aux autochtones et aux opposants. Le Zoo n'obtiendra pas sa source de financement fixe; il n'aura qu'à sonner l'alarme à nouveau.

Le deuxième volet consistait à utiliser l'énergie cinétique de la chute de Val-Jalbert, près de Roberval au Lac-Saint-Jean, pour créer le plus formidable jeu de fontaines, de lumière et de son. Des geysers auraient exécuté, pour le plaisir des touristes quatre saisons par année, des danses rythmées agrémentées de jeux de lumière. Un programme informatique aurait pu moduler des variations à l'infini de ces trois éléments, eau, son et lumière, pour produire des symphonies à la fois pour les yeux autant que pour les oreilles. Les hymnes nationaux de tous les pays auraient pu être exécutés par les geysers, la lumière et les sons de la chute, sans aucun apport extérieur d'énergie.

L'autosuffisance énergétique la plus totale. La mécanique produisant ces spectacles féeriques aurait pu servir de cadre scolaire pour expliquer à d'innombrables classes de jeunes la nature de la conversion de l'énergie cinétique de la chute en geysers et en électricité pour produire la lumière et les sons. Une terrasse couverte aurait accueilli des touristes à longueur d'année : laissez-vous aller à imaginer ces symphonies un samedi soir d'hiver, alors que le mercure plonge à  $-20^{\circ}\text{C}$ . L'énergie électrique de la chute aurait pu servir à rendre le site totalement autonome. L'affluence de tous les endroits de la planète aurait été telle qu'il aurait fallu décupler les capacités d'accueil du site. Cela nous aurait changés de l'obligation de partir en campagne de financement pour assurer le paiement des factures d'exploitation du site, mois après mois.

Voilà pour le deuxième volet. Le site de Val-Jalbert n'obtiendra pas sa source permanente de financement engendrée par l'eau de la chute.

Un autre volet de financement aurait pu être consacré aux Grands Jardins de Normandin. Cette réalisation est semblable à un nageur de calibre potentiellement olympique, mais qui n'a que peu accès à l'oxygène dont il aurait bien besoin pour performer. Comme le Jardin zoologique, il est l'otage de deux ou trois belles fins de semaine l'été. La somme de bénévolat qui a été consacrée à la mise sur pied de cette réalisation a été tout simplement colossale.

La concertation est le propre d'un groupe de personnes volontaires et intelligentes socialement; c'est l'ingrédient nécessaire à la réalisation d'un projet dont plusieurs tireront des bénéfices. Les autres ingrédients sont le temps et les ressources financières. À l'opposé, il est paradoxal de constater la tâche que des détracteurs perfides et mesquins peuvent accomplir en quelques instants



avec une allumette. Le nombre de personnes affectées est encore plus considérable.

La frilosité, l'incohérence, les ambitions mesquines, la peur du risque et le peu de courage des élites régionales devant les mots d'ordre partisans en provenance de Québec sont en bonne partie responsables de l'état socio-économique pitoyable de nos régions, pourtant riches en ressources naturelles et humaines. Nous avons investi 500 000 \$ d'argent non subventionné pour réaliser des études du potentiel de la chute de Val-Jalbert et pour obtenir les 17 des 18 permis requis. Il a fallu se faire « passer au BAPE »; pauvre moi peut-être, mais surtout pauvres régions. J'ai personnellement payé pour l'apprendre, et les régions du Québec en souffrent: toutes, elles se retrouvent dans des culs-de-sac impossibles à défoncer.

## Chapitre 14

### Les pratiques d'affaires inc.

Le *Globe and Mail* de Toronto m'avait désigné un des *Whiz-kids* des années 1970. J'étais un des *Golden Boys* du Québec inc. Une fois mis en accusation, je renvoyais donc aux Québécois du monde des affaires et du fonctionarisme une image véridique d'eux-mêmes, et cette image, ils la détestaient. On allait me le faire payer cher. J'allais devenir le bouc émissaire.

Les organismes gouvernementaux se croient obligés de mettre en garde contre le bakchich les hommes d'affaires ou les universitaires désireux d'exporter des biens ou du savoir vers les pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient ou de l'ex-URSS. Il s'agit d'un système sophistiqué de prébendes ou de gratifications à verser de la base au sommet de la hiérarchie administrative pour jouir d'une probabilité raisonnable d'obtenir un contrat. On en parle à mi-voix, on en murmure dans les cocktails entre deux martinis. On l'expose comme quelque chose d'exotique, un reliquat d'un passé féodal dont ces pauvres pays en voie de développement se débarrasseront certainement un jour pour rattraper notre niveau de civilisation et d'éthique, mais qui, malheureusement, sévit encore.

La vie est rarement facile. Pour l'affronter, il faut au préalable apprendre les lois qui la gouvernent. Les découvrir aléatoirement est plus dangereux. La vie des hommes d'affaires honnêtes n'est pas une sinécure et ce n'est pas demain la veille que l'on va rédiger le manuel « Comportement en affaires pour les nuls », car ces lois sont élusives, différentes, changeantes, particulières, ponctuelles, évanescentes, et certaines autres ont une date de péremption. Tout bureau d'ingénieurs, de comptables,

d'architectes, d'entrepreneurs en construction qui veut surnager et réussir se doit d'apprendre, et rapidement! Il est facile de faire mettre votre entreprise sur la liste officielle des fournisseurs du gouvernement – et d'attendre le téléphone peut-être? Le système garantit que tous seront traités équitablement et c'est probablement le cas. *Tous seront traités également, mais à commencer par les amis!* Humain, oui humain et certains sont plus profondément humains que d'autres... Aussi, il n'est peut-être pas pertinent de faire remarquer à l'officiel qui reçoit les enveloppes de soumissions qu'il ressemble à Mister Bean et qu'il a mauvaise haleine. Ne demandez pas non plus à son assistante si elle est parente avec Olive Oil. Par contre il est facile de prendre une retraite obligée en offrant un beau billet de banque à un acheteur professionnel des grandes entreprises. À cet égard, Alcan, Hydro-Québec et d'autres du même calibre ont développé des services professionnels d'achat hautement éthiques et surtout hermétiques qui inspirent confiance à ceux qui sont invités à prendre part à des processus d'appels d'offres.

Malheureusement, il y a ceux qui contournent les systèmes établis. Les mieux branchés réussissent quelque chose de comparable à défier les lois de la gravité; ils ne sont même pas sur les listes de fournisseurs. Généralement, ce sont des agents libres, des flibustiers qui font flèche de tout bois. La meilleure trouvaille est de se désigner comme consultants. Ce genre de ressources occultes est caractérisé par l'absence relative d'une quelconque compétence. Heureusement ou malheureusement, un décideur s'estime soudain coincé dans l'obligation d'avoir recours à leur expertise pointue et de leur adjuger des contrats juteux... et dire qu'il y en a encore qui ne croient pas à la lévitation.

Il est par contre totalement faux de penser que l'on

peut percer par la simple ruse, sans une compétence certaine. Les appels d'offres publics en sont un bon exemple. La sophistication des devis va sans cesse croissant dans tous les domaines, et la quantité d'énergie requise pour y répondre est astronomique. Il faut y investir les meilleures ressources de l'entreprise pendant des semaines – des ressources qui ne peuvent pas être utilisées ailleurs. Dernièrement, un appel d'offres était lancé pour une section de route dans la réserve faunique des Laurentides. Contrat d'environ 17 M\$ et l'entreprise adjudicataire l'a arraché par une marge de 3 000 \$ parmi deux douzaines de concurrents provinciaux. N'est-ce pas qu'il faut maîtriser les paramètres de la profession? Maintenant, cher adjudicataire, il faut que tu livres les travaux à la date prévue, qu'ils soient acceptés et faire un profit raisonnable. Ne pas trop compter sur les avenants...

Par contre, il y a certains secteurs moins bien balisés. Pour une entreprise, certaines dépenses pour fins de représentation sont admissibles, directement ou indirectement : dons à des partis politiques, loges au Forum anciennement, à l'amphithéâtre Bell maintenant, fins de semaine et repas fastueux pour des sous-ministres ou autres fonctionnaires placés aux nœuds de décision, voyages de pêche, etc. Va pour la pointe de l'iceberg. Nous ne vous parlerons donc pas de l'iceberg, car il est constitué des dépenses occultes. Vous ne saisissez pas la nuance? On ne peut pas en parler parce qu'elles sont justement occultes.

Quant aux hautes instances, on ne les achète plus comme au temps de Duplessis, c'est vrai. Mais on s'assure leurs faveurs de façon plus subtile : on les achète à option ou par anticipation en leur promettant un poste sur des conseils d'administration à généreux jetons de présence, ou des vice-présidences, ou d'autres postes de cadres qui les amèneront au bureau pour ramasser leurs chèques de

paye et remplir leurs formulaires de notes de frais; ceci une fois qu'ils auront quitté la politique active, évidemment... Et je passe par-dessus ces anciens candidats défaits qui obtiennent des sinécures dans les organismes de surveillance gouvernementaux...

Et que dire de ces journalistes, si prompts à se réclamer de l'éthique de la profession, qui acceptent invitations sur invitations de la part des ministères du Tourisme de pays étrangers, quand ce n'est pas l'avion, la chambre d'hôtel et bien d'autres douceurs pour se rendre à l'assemblée générale annuelle des multinationales. Pourront-ils rédiger en toute objectivité un article ou un éditorial sur la qualité d'accueil de tels pays? Sur la façon dont telles grandes entreprises s'acquittent de leurs responsabilités sociales?

Aucune université n'enseigne ces réalités, mais c'est dans ce monde qu'un jeune entrepreneur doit apprendre à naviguer. Les travailleurs salariés peuvent se syndiquer pour défendre leurs droits, imposer des conditions de travail, négocier... Pas l'homme d'affaires. Bien sûr, le droit des affaires existe et la majorité le respectent; mais, hors des codes, il existe des règles implicites contre lesquelles on ne peut rien. On peut les ignorer, protester, gueuler, se scandaliser... Si on le fait trop publiquement, on sera Gros-Jean comme devant: hors circuit, ostracisé, désigné dans la confrérie restreinte du Québec, du monde de la politique et des affaires comme un *rebelle zélé*. On ne retournera plus vos appels et vous n'aurez plus qu'à retirer vos billes et à vous trouver un emploi pour un patron qui, lui, obéira à l'*omerta*...

Pour sortir de l'argent noir (lubrifiant), une entreprise n'a pas cinquante-six façons à sa disposition. Se faire payer elle-même au noir, ce qui, pour une firme qui fait affaire avec des ministères ou de grosses organisations, est impossible; ou demander aux cadres supérieurs de gonfler leurs

notes de frais et de verser les surplus dans une caisse *ad hoc* dont le contenu servira pour diverses fins plus ou moins avouables, surtout lorsque les « quêteux » de tous les partis politiques font leur tournée... Je ne dis pas que c'est juste. Je dis essentiellement ceci : notre société hypocrite en est une de bakchich, tout autant que ces sociétés du Tiers-Monde contre lesquelles on nous met en garde lorsqu'on se lance dans la belle aventure de la mondialisation et qu'on s'apprête à faire des offres de services en Afrique Noire, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient ou en Europe de l'Est.

Cette situation pourrait constituer pour les universités avant-gardistes une excellente piste de mémoires de maîtrise ou de doctorat dans les facultés d'administration ou de comptabilité. Ô, illustres maisons du savoir, enseignez-nous, nous vous en prions, comment constituer des fonds d'entreprise pour les diverses fins occultes, sans défriser personne.

Chaque profession comporte des règles édictées et répertoriées dans un quelconque manuel; mais il y a aussi les zones grises, plus ou moins communes à tous, au sujet desquelles il ne faut pas écrire. Ces zones grises sont la prérogative individuelle de chacun des membres de la profession. Pour les médecins, l'euthanasie passive, ou peut-être active, illustre bien la situation. Pour les notaires, il y a d'autres types de zones grises. Toutes les professions ont des zones grises qu'il faut assumer en tant que membre de la confrérie. Par contre, la faute suprême est de ternir l'image de la famille. Les gens d'affaires ont aussi des pratiques obligées; ceux qui ne sont pas d'accord se font évincer rapidement par le système.

Dans un merveilleux pays voisin de celui où habitait Alice, il y avait un génie de la mécanique. Il alla voir un jour le roi afin de lui offrir son concours pour fabriquer la plus

extraordinaire machine, qui délivrerait les paysans du royaume de plusieurs tâches ingrates. Le roi fut emballé par son projet, surtout par la perspective de libérer ses fidèles sujets de plusieurs tâches ardues. Il octroya au génie de la mécanique de très gros budgets et lui assura le concours de plusieurs autres scientifiques, ainsi qu'un nombre incroyable de collaborateurs exécutants qui lui obéiraient au doigt et à l'œil. Il lui donna aussi accès aux ateliers de la cour. Dans ce royaume, les sciences de l'hydraulique, de l'électricité, de l'électronique et de l'informatique étaient d'application courante. La machine aurait besoin de la contribution de toutes ces sciences. Des émissaires furent envoyés dans tous les royaumes des alentours pour acheter des composants qui serviraient à la machine. Il fallut à l'équipe de réalisation plus de mille jours pour compléter la machine et faire les essais. Le jour de l'inauguration se révéla le plus beau jour de la vie de l'inventeur. Le roi envisageait déjà de faire fabriquer plusieurs autres machines. Ce fut un jour d'allégresse dans tout le royaume; des scientifiques des royaumes voisins avaient même été invités. Plusieurs scribes rédigeaient déjà les louanges de la machine, de la grande mansuétude du roi et du génie de l'inventeur.

Une journée et demie après le début de la mise en service de la machine, elle cessa net de fonctionner. Grande consternation dans le royaume. Le roi annonça la formation d'une commission royale d'enquête scientifique pour étudier les plans de la machine. La commission coûta très cher au bon roi, car il dut faire venir les plus éminents savants de tous les royaumes connus. La commission rédigea un rapport sur la conclusion de son enquête après deux cents jours. Aucune faute technique n'avait été détectée sur les plans, et la machine avait été construite très fidèlement. Mystère le plus total. Une machine plus que parfaite qui ne fonctionne pas. Échec et mat.



Le roi promet une récompense à celui qui trouverait la cause du problème. Un jeune réparateur de bicyclettes, à la grande consternation de tous les éminents scientifiques, trouva la réponse. Les scientifiques étaient tellement concentrés sur l'atteinte de la perfection qu'ils avaient négligé un tout petit détail: aucun raccord n'avait été prévu pour graisser la machine. Impossible de lubrifier les mouvements... Allons donc, c'est impossible, la machine était tellement parfaite.

La politesse, l'affabilité, la courtoisie, la gentillesse, la compréhension sont les lubrifiants des relations humaines, rarement les beaux dollars. Le dénominateur commun demeure l'honnêteté. Armé de cette attitude d'esprit, vous avez votre passeport pour la très, très vaste majorité des situations. Pour les exceptions, il faut faire du cas par cas...  
*See Sam the Agent...*

Miroir, miroir, dis-moi... Cessons de regarder au Moyen-Orient ou dans les républiques de banane; regardons chez nous.

L'éducation, dans notre si chaste société, commence par un pourboire au livreur de journal, au coiffeur, au pompiste, à la serveuse ou au barman, au portier de l'hôtel, à la gardienne d'enfants, au jardinier. Les plus rusés d'entre nous ont fait le calcul suivant: même si le garage est un endroit où on se fait tailler, un modeste pourboire au pauvre mécanicien maculé de cambouis, qui peine dur dans l'ombre de son patron qui fait des beaux dollars sur son dos, vous assurera une facture moins salée la prochaine fois que vous reviendrez au garage. Alliez-vous oublier les déménageurs qui risquent leur dos pour votre piano dont personne ne sait jouer, ou encore pour vos pièces en granit noir de la rivière Péribonka? Le modeste employé du bureau d'urbanisme de votre ville est très dévoué, il gagne peu et il a trois enfants de moins de

quatorze ans. Se pourrait-il que les deux billets de première pour le film *Harry Potter* vous aient aidé à avoir votre permis un mois plus tôt et comme par miracle? Il n'y a plus de restrictions tatillonnes. Bien sûr, simple coïncidence.

Mais il arrive un point dans l'échelle sociale, je ne sais plus si c'est vers le haut ou vers le bas, où cette pratique cesse. Vous avez parfaitement raison. On parvient à une frontière très distincte et facilement identifiable qui sonne le glas de cette pratique. On ne donne plus de pourboires. On passe en mode reconnaissance, gratification pour services rendus au-delà du simple devoir. Les moralisateurs iront jusqu'à prononcer le mot pot-de-vin qui, ne vous y trompez pas, est diamétralement opposé à l'ancienne pratique des contributions à la caisse électorale du parti; j'allais commettre une gaffe: de tous les partis. Il y a une importante distinction éthique à faire entre une cotisation, une contribution volontaire, voire humanitaire, et un pot-de-vin. Vous avez bien raison, voici un « mauve » pour vos bonnes œuvres.

Tous ne partent évidemment pas sur un mauvais pied. Moi, j'ai été exposé fort jeune à ces pratiques; mon parrain, lors de mon baptême, a dû allonger quelques dollars au sacristain pour qu'il accepte de faire sonner les cloches. Ces pratiques nous marquent lorsqu'on est jeune, malléable et vulnérable...

J'ai agi en temps que membre actif de la confrérie des hommes d'affaires qui doivent à l'occasion lubrifier la machine. Il faut d'abord se procurer l'huile - crime dont on m'accuse - et ensuite l'appliquer aux bons endroits. LMB était une machine qui carburait à la vitesse grand V et, lorsqu'il a vraiment fallu, nous avons lubrifié. Force m'est de croire que le lubrifiant que je me procurais était appliqué dans le cadre des activités d'affaires de l'entreprise: personnellement, j'ai été ruiné par un procès. Si j'avais

engrangé pour ma personne, ne serait-ce que cinq pour cent de la fortune que l'on m'attribue, j'aurais pu gagner, à l'usure, plusieurs procès. J'aurais alors revêtu mon veston de téflon, et le tic tac de l'horloge aurait cessé d'être celui d'un détonateur... il serait devenu mon allié.

Chez moi, je nourris les oiseaux l'hiver avec des graines dans diverses mangeoires. La petite mésange charbonnière, entre autres, m'impressionne au plus haut point, si petite par  $-30^{\circ}\text{C}$  certains matins d'hiver, si minuscule et si vulnérable dans un univers aussi indifférent que cruel. C'est à se demander où elle peut bien blottir ses quelques grammes la nuit, elle si frêle. Va pour les jours de beau temps, mais qu'advient-il d'elle pendant les jours de tempête où les conditions sont trop hostiles pour aller se procurer quelques parcelles de nourriture? Elle doit essayer de se fondre, de se faire toute petite, dans quelques épines de résineux, au bord de l'hypothermie parce qu'elle n'a pas mangé depuis quelques heures.

Non, les jours de tempête ne sont pas son premier choix, mais elle les subit. Il en va de même de l'homme d'affaires qui doit parcourir la planète pour essayer de dénicher quelques contrats et de les ramener chez lui. Toutes proportions gardées, il est aussi fragile que la mésange en quête de nourriture dans un environnement aussi indifférent que cruel. Donner des *gratifications*, des *reconnaisances* n'est vraiment pas son premier choix, mais, lorsqu'il le faut, il le faut. Il faut aussi trouver le lubrifiant pour le faire.

La grande majorité des hommes d'affaires sont honnêtes, courtois et ils obéissent à un code de déontologie. Pour cette même majorité, la poignée de main est un contrat qu'ils respecteront. Ils n'ont pas besoin de recevoir de pourboire. Ils n'aiment pas non plus en donner. Mais, parfois, peu de choix s'offrent à eux. Bravo à ces hommes,

ce sont des collaborateurs dans la création de la richesse collective. Par contre, ils sont lucides : ont-ils besoin d'un traiteur, d'un architecte, d'un plombier pour faire arriver des choses, des événements? Ils les paient... ils se sont procuré le fric quelque part...

Il faut déployer beaucoup d'imagination pour se procurer de l'huile. Il en faut encore davantage pour créer des emplois, pour contribuer à produire de la richesse pour le mieux-être de la société; même les pourfendeurs, les envieux et les pisse-vinaigre qui participent rarement à la création de la richesse et qui brandissent des codes de déontologie et d'éthique reçoivent un salaire de quelque source : probablement de l'industrie et du labeur de gens comme moi et mes collègues du monde des créateurs d'emplois et de richesse collective.

La cloche sonne pour un autre round. Vive la boxe – au moins, là, c'est clair...

## Chapitre 15

### Le procès

Janvier 1995. Les férus de la série *Columbo* et de romans à sensation vont être bien servis : le dénouement commence. La fraude Julien Duchesne avait été perpétrée en 1991 et, trois années après, je me retrouve en accusation dans un procès; vous avez bien lu, on intente un procès à celui qui avait été la première victime de la supercherie.

La réalité judiciaire m'a rattrapé. Après des semaines d'interrogatoires préalables et un long rituel avocassier, je me retrouve devant un juge. Et un jury. Sur deux cents de mes concitoyens et concitoyennes, les procureurs en ont retenu douze qui auront à décider de mon innocence ou de ma culpabilité.

Jusqu'à la dernière minute, je ne croyais pas que ce processus aboutirait à ce spectacle grandiose et burlesque qu'on appelle pompeusement un procès. Pour moi, toute cette histoire n'était qu'une enfilade de rumeurs, de *placotages* de bureau, de frustrations, d'envie et de jalousie; le tout sur la toile de fond tendue par Julien Duchesne.

Selon ma compréhension des choses, comme actionnaire et président exécutif de LMB, j'avais été la victime d'une fraude. Ce n'était pas l'opinion des enquêteurs de la SQ, ni celle du procureur de la Couronne, M<sup>e</sup> Paul Roy. Le jury, composé de femmes et d'hommes ordinaires, trois ans et demi après les faits, aurait à juger de ma culpabilité ou de mon innocence sur sept chefs d'accusation dont la liste apparaît à l'annexe 2. Fait à remarquer, par respect pour un minimum de réalisme, nous devrions parler de quatre chefs d'accusation. En effet, trois des accusations

ressemblent plus aux accrochages d'un bègue qu'à des accusations distinctes. Pour le même dollar, il y a eu détournement et vol. C'est à croire qu'il y a eu deux résultats distincts. Le procureur a certes manqué d'imagination. En se forçant, il aurait peut-être pu ajouter trois autres accusations de conspiration; ce qui aurait porté le total à dix chefs d'accusation.

Ils n'ont aucune idée du monde dans lequel j'évoluais, ce Québec inc. dont je décrirai certaines caractéristiques au chapitre suivant, ni des responsabilités qui étaient les miennes. Ce Québec inc. dont LMB était un joueur important est le vecteur qui crée l'activité économique, l'emploi, l'aisance financière, l'accès au logement, à la nourriture et au bien-être relatif des sociétés. Une partie principale sert pour les besoins de base (voir le graphique de la répartition des dépenses de l'État p. 93).

Une autre partie de cette aisance est aussi utilisée pour se payer un système de justice. Dans ce système de justice, il y a trop de jongleurs, de manipulateurs de vérité, de pseudo-philosophes qui n'ont qu'une réponse en bouche: le petit peuple à l'esprit obtus et vindicatif doit absolument être tenu à l'écart de l'administration de la justice – pour nous laisser, évidemment, toute la piste de danse. Il faut, bien sûr, des philosophes et des jongleurs; certains sont à leur place dans les universités et dans les cirques; mais ces personnages ne doivent jamais oublier que quelqu'un les nourrit par sa sueur...

Mais *the show must go on*. Je ne détaillerai pas le déroulement du procès, ce serait fastidieux, de quoi décourager tout lecteur. Je vous livrerai plutôt quelques impressions. La première en est une de profonde solitude de la part de l'accusé.

À ton propre procès, tu es presque de trop! Les avocats et le juge s'entendent comme larrons en foire. Ils utilisent le

même jargon juridique, se lancent des points de droit, font des effets de manche et de toge et se livrent parfois à des sous-entendus ou à des règlements de compte d'ordre personnel qui n'ont rien à voir avec la cause en cours en autant que l'accusé muet puisse en être conscient. On décide de ta liberté ou de ta détention, et tu es confiné à une passivité totale. Spectateur, c'est ce que tu es. J'avais parfois l'impression d'assister à une représentation du Procès à l'ancienne dans le cadre du Carnaval-Souvenir de Chicoutimi.

Défilèrent des témoins. Plusieurs anciens collaborateurs, plusieurs à qui je portais une longue amitié que je croyais réciproque. Certains me chargèrent. D'autres, comme cette secrétaire d'un certain âge, essayèrent de me disculper, mais le procureur de la Couronne tournait et retournait leurs réponses jusqu'à ce qu'elles signifient le contraire de ce qu'ils avaient voulu exprimer.

De vieux amis et associés en affaires passaient à la barre comme témoins de bonnes mœurs. Beaucoup m'avaient rencontré au cours des mois précédents et m'avaient donné des claques dans le dos en me répétant: « On est avec toi, Pierre! On ne te lâche pas, Pierre! » Sans m'être hostile, une fois à la barre, disons que leur appui était beaucoup plus mesuré... Je ne veux pas être injuste: le tribunal impressionne et refroidit les ardeurs, mais tout de même...

Des détails, qu'une animatrice de tribune téléphonique s'entêtait à trouver croustillants, étaient réverbérés sur les ondes. Les médias se purléchaient les babines. Ils en redemandaient. Toute cette merde réjouissait ceux que ma montée fulgurante avait dérangés, pour utiliser un euphémisme. Les voyeurs avaient matière à faire travailler leur imagination et leur langue. Comme accusé et mis en cause, je devais entendre tout ça. Laisser ma famille entendre tout ça et me taire. Pas question de protester. On



m'avait bien fait la leçon: laisser agir les procureurs. Et la Justice? Cette comédie des erreurs allait prendre fin.

Le dénouement: vingt-quatre mois moins un jour. Condamné. Puis, victoire en appel devant trois juges qui ordonnent un nouveau procès. De plus, sérieuse tentative d'appel sur le résultat de l'appel par la Couronne...

Pour bien situer le lecteur, qui aura eu une seconde pour jeter un coup d'œil sur la liste des accusations à la page 300, il est capital de saisir la réalité suivante.

#### *L'accusation relative à la Banque Royale*

M. André Goulet de la Banque Royale est venu dire à l'honorable Cour que son institution financière, par le jeu des vases communicants, n'avait pas perdu un seul sou avec l'affaire LMB. Alors, à quoi rimaient les accusations faisant de cette institution financière une victime? Est-ce que le procureur pourrait expliquer la pertinence de ses accusations à la société qui lui verse un salaire? Mon coefficient de résistance à la torture a été dépassé et j'ai dû plaider coupable sur ce chef. Mais il n'en demeure pas moins qu'il était futile au départ.

#### *Les deux accusations relatives à l'UQAC*

Monsieur Lucien Gendron, interlocuteur de l'UQAC dans les dossiers impliquant LMB, a affirmé lors du procès que l'UQAC n'a pas perdu un seul sou dans sa relation avec LMB. Cette relation a même rapporté à l'UQAC 500 000 \$, ce qui est tout à fait exceptionnel, voire sidérant, dans ce genre de partenariat. Est-ce que quelqu'un pourrait expliquer la pertinence de cette accusation?

#### *Les deux chefs d'accusation relatives à Équi-gestion*

Équi-gestion est une compagnie qui a été créée quelque temps après le départ de Julien Duchesne de la firme LMB.

Cette compagnie devait fournir des services d'entretien. Il n'y a jamais eu plus de 4 000 \$ dans le compte de banque de cette compagnie. Si cette firme avait existé à l'époque de la présence de Julien, il y aurait peut-être eu théoriquement un rapport. Reconnaissez qu'il faut de l'imagination ou un objectif ténébreux pour réussir à formuler deux chefs d'accusation à ce sujet. Est-ce que quelqu'un pourrait expliquer la pertinence de ces deux accusations?

*Les deux autres chefs d'accusation relatifs à LMB*

Y en a-t-il parmi vous qui ont lu *Alice au pays des merveilles* à leurs enfants? Cette merveilleuse histoire a plus de rapport avec une quelconque réalité que ces deux chefs d'accusation. Dans *Alice au pays des merveilles*, il y a tout de même cohérence... par respect pour le lecteur.

Même les personnages les plus tordus, les entreprises les plus douteuses ne peuvent pas vraiment se voler deux dollars dans la poche gauche, les faire transiter dans la poche droite - détournement - pour se procurer un bien de production ou un moyen de production. Deux chefs d'accusation: un pour détournement et un pour vol.

Ensuite, Monsieur le substitut du procureur, comme vos confrères, vous déplorez le manque de confiance, le manque de respect des gens envers le système...

Ce doit être quelqu'un qui a été broyé par l'appareil judiciaire qui a formulé la plus grande vérité qu'il est possible de dire au sujet de cette opérette: APPARENCE DE JUSTICE. Certains magistrats se plaisent à balancer cette citation pour faire un quelconque effet de toge... Il est probable que d'aucuns, parmi les moins futés, n'ont pas fait le rapport qui leur permet de saisir que c'est d'eux dont parle la citation... pas forcément du système...

Jetez un coup d'œil sur la tarte de la répartition des dépenses de l'État. Rien de moins que 7 % du budget de

la province, 3,5 milliards de vrais dollars, dans un contexte où il n'y a pas d'argent pour la santé... vont pour l'apparence de justice. Dans ce chiffre, il y a :

- la somme incroyable (900 000 \$) que mon procès et la sombre mise en scène qui l'a précédé ont coûté;
- les frais de voyage et de séjour des policiers dans un hôtel de Chicoutimi pendant mon procès: approximativement vingt-cinq semaines;
- le coût de la défense des Hells Angels alors que je me suis ruiné pour assumer ma défense;
- un nouveau palais pour l'apparence de justice à Bordeaux...

## Chapitre 16

### L'« Alliance » commune

Il pourrait se produire, pour le développement régional, un incroyable alignement de planètes, comme on n'en a pas vu depuis six cents ans, mais...

Les autochtones des régions pourraient devenir nos formidables alliés, nos incontournables collaborateurs, car nous partageons le même espace de vie, mais...

À ma grande consternation, cet ultime rendez-vous est promis au sabotage. Il ne s'agit probablement pas d'une machination. Il s'agit tout simplement de la bêtise humaine à l'œuvre.

La situation est triste à en pleurer. S'il fallait que la bêtise l'emporte. Mais il semble justement que la bêtise est en train de l'emporter. Il est rare que nous fassions les choses à demi dans la bêtise, mais si nous torpillons totalement cette opportunité, elle ne se présentera plus jamais, jamais.

J'ai l'oppressant sentiment que le scénario qui a cours chez nos voisins est en train de se répéter ici. En effet, les Américains ont la même marotte que nous: régler le problème autochtone, d'un coup, d'une « shut », avec un *silver bullet*. Ces chers Yankees utilisent une variante monétaire: les Gamo-dollars artificiels. Sur le portail informatique de l'Éditeur ([www.jcl.qc.ca](http://www.jcl.qc.ca)), vous pouvez prendre connaissance de deux reportages, en version originale anglaise et dans une traduction française, du prestigieux magazine *Time*, montrant l'extraordinaire fiasco de la politique américaine pour induire de la prospérité chez leurs autochtones en autorisant les casinos sur les réserves. Leur fiasco, comme le nôtre, est à la mesure de leur incompréhension... Ils ont créé des

apparatchiks plus puissants et envoyé des vagues de désolation et de désespoir parmi les populations de pauvres. Les parallèles sont tellement criants, notamment avec les premières ententes de la Baie-James, la Paix des Braves et la proposition d'Approche commune.

Le gouvernement du Canada s'est longtemps servi des autochtones pour narguer les provinces et leur passer des messages. La petite histoire pan-canadienne à ce chapitre est assez édifiante. Par toutes sortes de pratiques paternalistes, on a fait monter les enchères des droits des autochtones. On les a intoxiqués en leur laissant toujours croire qu'ils n'avaient pas vraiment à se prendre en main, que le père Noël allait bientôt passer : une loi leur donnant des terres, des privilèges, des droits et les ressources des payeurs de taxes allaient régler tous leurs problèmes. Et les autochtones l'ont cru et souhaitent vivement continuer à le croire – tous leurs chefs ou pseudo-parrains sont à la poursuite de ces déclencheurs d'abondance. Cependant, le niveau du chantage aux droits a atteint de tels sommets qu'il faut bien vite transférer le fardeau aux provinces. Le gouvernement fédéral, exalté par son courage politique, ne souhaiterait garder que les aspects n'impliquant aucun coût financier.

Pour le gouvernement du Québec, Paix des Braves et Approche commune ne sont qu'un tout nébuleux, mais qui avait le mérite de constituer une excellente occasion de tenter un doublé politique, évidemment à n'importe quel coût. La dernière élection nous laisse songeur sur l'à-propos de cette stratégie électorale, s'il en est une

Les municipalités et les autres groupes sociaux, comme une majorité d'intervenants, sont sympathiques à l'idée de régler le problème autochtone d'une seule « shut », avec une baguette magique : l'approche américaine quoi ! Tout ce qu'ils sont en mesure de saisir dans ce débat, c'est qu'il

n'est peut-être pas sage de s'opposer à une idéologie dont le gouvernement a fait son cheval de bataille. Ce faisant, que l'on hypothèque les générations qui suivent ou que l'on nuise plus que l'on aide ne fait pas partie de leurs horizons de préoccupation. On a toujours besoin quelque part de s'alimenter dans les crèches de l'État.

Il serait bien stérile de leur tenir rigueur du fait qu'ils ne comprennent pas vraiment la réalité autochtone. Il est toujours plus facile et plus attrayant de souscrire aux idées angéliques, de vertu, de pacifisme; pourvu que ce soit sur le budget de quelqu'un d'autre.

À propos des autochtones, comment le dire avec élégance? Qui se soucie vraiment des autochtones? La majorité silencieuse autochtone est encore plus aphone que le payeur de taxes que l'on s'empresse de trahir le lendemain des élections. Il n'aura même rien à dire dans le débat. Alors, vous imaginez bien les autochtones... Quel sera l'impact financier sur ceux qui mettent des mots dans la bouche des autochtones? Ce sera la plus lucrative affaire depuis les premières ententes de la Baie-James. Ces foires impliquant des déluges de dollars sont très lucratives. « De toute façon, se disent ces magouilleurs, si l'on ne se rend pas à nos exigences, nous piloterons les plus extraordinaires poursuites judiciaires, qui dureront un quart de siècle. »

Est-il possible que certains commencent à se douter que la route, le véhicule vers l'intégration sociale et économique ne passe pas nécessairement par des dollars artificiels (qui finiront de toute façon dans les entonnoirs des apparatchiks), par des mesures d'ostracisme, par des terres, par un niveau de gouvernement parallèle, par des droits, des droits, par des conflits toujours attisés, par une politique d'exclusion structurée et finalement par une voie économique parallèle qui reste à être inventée de toutes pièces?

Est-il possible qu'il y ait certains individus lucides parmi ces autochtones qui commencent à réaliser qu'ils sont les vrais détenteurs des mécanismes de prise en main et de marche vers la décence économique qui sera tout sauf instantanée, contrairement aux promesses de nos marioles politiques? Pourtant ils disposent du plus grand droit sans entrave, toutes ressources financières disponibles, dont des humains ou des groupements humains peuvent jouir sur cette planète : se prendre en main.

*La perception sociale de l'Approche commune*

En cette journée de fin de février 2003, je viens de vivre une bien triste expérience. Je suis allé dans un établissement commercial de la rue Racine de Chicoutimi, dans deux centres commerciaux, à la cafétéria de l'Université du Québec à Chicoutimi, dans un édifice commercial de Jonquière et dans un restaurant de Métabetchouan. À ma grande consternation, sans écouter particulièrement les conversations, j'ai entendu des gens déblatérer sur les autochtones et sur l'Approche commune. Quelle situation incroyable! Les pauvres autochtones, qui ne sont au courant de rien, qui n'ont rien demandé, et qui soudain sont pris à partie par des Blancs! Si, au moins, les gens faisaient la distinction entre les pauvres autochtones et les magouilleurs! Se faire mépriser alors qu'on n'a rien demandé, pour des exigences qu'on n'a jamais eues et qu'on a encore moins formulées, n'est-ce pas bête à en pleurer?

D'un autre côté, on se gargarise avec les résultats de la commission parlementaire, constituée presque exclusivement des valets des idéologies faciles. En effet, qui est contre la vertu?

Un prof de cégep publie les résultats d'un sondage qui indique que les pauvres autochtones se dirigent vers un face à face avec une trop grande, beaucoup trop grande



proportion de la population. Mais on s'empresse d'y voir une autre interprétation. Si cette approche est retenue, les autochtones auront vraiment raté, maintenant et pour les générations futures, l'intégration aux démarches de développement de l'économie régionale. Toujours le réflexe de chasseur-cueilleur : prélever quelque chose de prêt à consommer. Nous avons d'ailleurs entretenu cette illusion et, si la tendance se maintient, nous avons bien l'intention de continuer.

#### *Notre plus grand mensonge*

Il nous faudrait un psychologue national qui nous ferait passer notre blocage mental qui nous empêche de faire une mise au point sur tout le débat autochtone. Cette mise au point serait en fait l'énonciation d'une loi planétaire qui a même valu pour les autochtones avant que nous arrivions ici. « Les territoires et les richesses naturelles appartiennent aux groupes qui les utilisent pour y construire des civilisations, idéalement inclusives. La civilisation la plus inclusive de l'histoire écrite de la planète est celle de l'Amérique qui fait l'envie de presque tous les habitants de la terre. Nous prêchons la liberté et certains groupes ont utilisé ce privilège pour ne pas prendre part volontairement à la prospérité et nous avons respecté ce choix. Ces groupes doivent aussi assumer les conséquences de leur choix. Et nulle part sur la planète le fait de vagabonder n'a donné le droit de propriété, le droit des constructeurs de civilisations a toujours prévalu. Cette loi a créé l'Amérique que nous connaissons aujourd'hui. Comme pour la loi de la gravité, être d'accord ou non est de seconde importance. Nous sommes tellement ridicules dans notre blocage que les autochtones pensent que nous sommes à deux cheveux de nous excuser d'être venus en Amérique.

Notre style de civilisation a engendré l'abondance et